CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

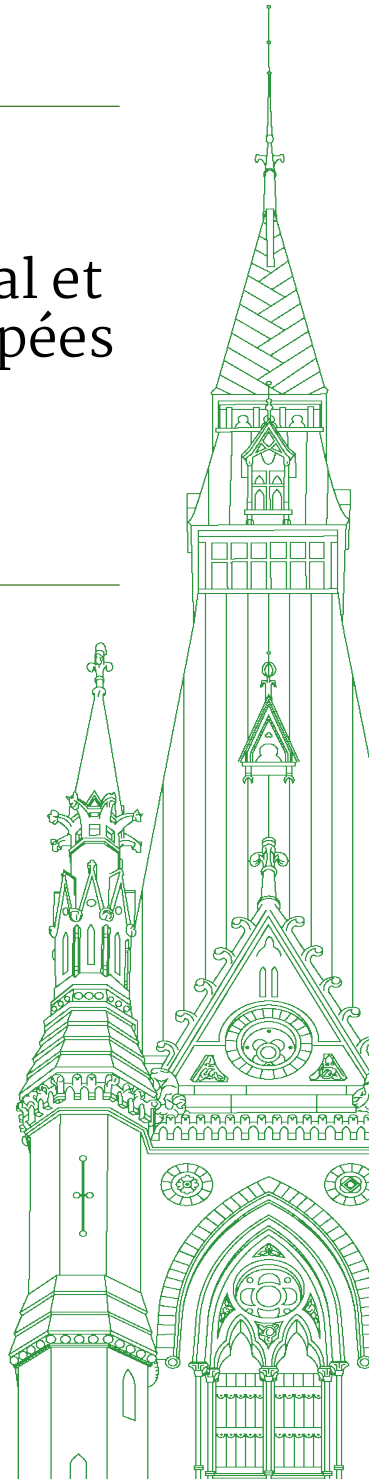
45e LÉGISLATURE, 1re SESSION

Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 051

Le mardi 27 octobre 2026



Président : Robert Morrissey

Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées

Le mardi 27 octobre 2026

● (1100)

[*Français*]

Le président (Robert Morrissey (Egmont, Lib.)): Bonjour à tous.

J'ouvre maintenant la séance.

Je vous souhaite la bienvenue à la 51e réunion du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées.

[*Traduction*]

Conformément à la motion adoptée le lundi 23 février 2026, le Comité se réunit pour discuter de l'inflation du prix des aliments et du Programme national d'alimentation scolaire.

La réunion d'aujourd'hui se déroule en mode hybride, conformément au Règlement. Les personnes qui témoignent par vidéoconférence ont fait les tests de son requis et ont été autorisées à participer.

Avant que nous commencions, j'aimerais rappeler à tout le monde que les députés peuvent participer à la réunion d'aujourd'hui dans l'une ou l'autre des langues officielles, le français ou l'anglais. Je rappelle à toutes les personnes présentes dans la salle de choisir le canal qui leur permettra de participer dans la langue avec laquelle elles se sentent à l'aise et qui leur permettra de participer pleinement à la réunion, peu importe la langue dans laquelle les autres s'expriment. Si vous participez en ligne, veuillez cliquer sur l'icône en forme de globe au bas de votre écran et choisir la langue de votre choix. Encore une fois, veuillez porter vos écouteurs afin de pouvoir participer pleinement.

Si les services d'interprétation sont interrompus, signalez-le-moi. Nous suspendrons la séance le temps de régler le problème.

J'ai deux ou trois autres points à soulever. Veuillez mettre vos appareils en sourdine. Je vous demande également de ne pas toucher à la perche du microphone afin de protéger les interprètes. De plus, veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole et adresser toutes vos questions à la présidence.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins que nous recevons en cette première partie de la réunion. Nous accueillons des représentantes du Club des petits déjeuners du Canada: Mme Julie Desharnais, présidente et cheffe de la direction; et Mme Judith Barry, co-fondatrice et directrice des relations gouvernementales. Elles témoignent en personne.

Nous avons également parmi nous Mme Valérie Marin, directrice générale du Centre d'action bénévole Marguerite-Dubois, qui témoigne aussi en personne.

Et nous accueillons Mme Melissa Lavoie, directrice de la philanthropie et de la génération de revenus de la Loaves and Fishes Community Food Bank Society, qui témoigne par vidéoconférence.

Chaque témoin dispose de cinq minutes pour faire sa déclaration préliminaire. Si vous souhaitez partager ce temps, veuillez en informer le Comité lorsque vous commencerez.

Nous allons entendre tout d'abord Mme Desharnais.

Vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes.

● (1105)

Julie Desharnais (présidente et cheffe de la directon, Club des petits déjeuners): Bonjour, monsieur le président, bonjour, honorables députés.

À titre de présidente et cheffe de la direction du Club des petits déjeuners du Canada, d'ancienne travailleuse sociale et de mère de cinq enfants, je suis plus que jamais préoccupée par le bien-être des enfants canadiens. Aujourd'hui, 2,4 millions d'enfants au pays vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire, ce qui représente un enfant sur trois. Depuis plus de 30 ans, le Club des petits déjeuners se consacre à la lutte contre l'insécurité alimentaire chez les élèves. Avec nos partenaires locaux, nous soutenons plus de 5 600 programmes partout au pays et la demande ne cesse de croître. En 2025-2026, les responsables des programmes en question ont déclaré avoir dépensé près de 30 % de plus que l'année précédente pour l'alimentation.

[*Français*]

La vulnérabilité est encore plus grande dans les communautés autochtones. Notre sondage de mi-année montre que les coûts y sont environ trois fois plus élevés que dans les autres écoles et qu'il est plus difficile d'obtenir des aliments abordables et de qualité. C'est pourquoi les 23 % du financement du fédéral qui leur sont consacrés comptent autant et doivent être bonifiés pour tenir compte de cette réalité, et ce, dès que possible.

[*Traduction*]

À l'heure où les familles continuent de faire face à des pressions économiques, à des tensions commerciales internationales et à des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement alimentaire, il est plus important que jamais d'investir dans les programmes d'alimentation scolaire. Ces programmes contribuent à la santé, à l'apprentissage et au développement des enfants, tout en renforçant l'agriculture locale, en mettant en avant les produits alimentaires d'origine canadienne, en améliorant la résilience du système alimentaire et en favorisant l'équité sociale. Ils constituent à la fois une mesure visant à alléger la charge financière des familles et un investissement stratégique dans la future population active du Canada.

[*Français*]

Selon le tout nouveau Bilan-Faim, en 2026, les enfants ont effectué plus de 700 000 visites dans les banques alimentaires. Cela représente le tiers de toute la clientèle. C'est une hausse de plus de 79 % en cinq ans.

Déjà, en 2021, le Bilan-Faim observait que les visites des familles augmentaient au moment même où les écoles fermaient et où les programmes de repas s'arrêtaient. L'alimentation scolaire est un véritable filet social.

[*Traduction*]

Judith Barry (co-fondatrice et directrice des relations gouvernementales, Club des petits déjeuners): Monsieur le président, ce filet de sécurité bénéficie maintenant d'un soutien fédéral. L'engagement de 1 milliard de dollars sur cinq ans a été pris en septembre 2021 et il a été concrétisé dans le budget de 2024 avec la création du Programme national d'alimentation scolaire. Toutefois, entre le moment où cette promesse a été faite et celui où une première école a reçu du financement, les prix à l'épicerie ont augmenté d'environ 21 %.

[*Français*]

La hausse s'est poursuivie. Depuis septembre 2021, le prix des aliments achetés en magasin a augmenté d'environ 28 %.

[*Traduction*]

Concrètement, l'engagement de 1 milliard de dollars annoncé en 2021 permet d'acheter aujourd'hui pour environ 783 millions de dollars d'aliments — ce qui représente seulement 78 ¢ par dollar. L'engagement reste inchangé, mais le pouvoir d'achat, lui, a diminué.

[*Français*]

Aujourd'hui, répartis sur l'ensemble des élèves du pays, les 200 millions de dollars par année du fédéral représentent l'équivalent de 0,22 $ par élève par jour.

Cela dit, le financement du Programme national d'alimentation scolaire aide les provinces et les territoires à élargir l'accès à leurs programmes d'alimentation scolaire, mais il reste du travail à faire. Pour poursuivre sur cette lancée, tout en répondant à la hausse des coûts et aux défis de mise en œuvre, nous proposons quatre recommandations pour le budget de 2027.

[*Traduction*]

Premièrement, considérer le Programme national d'alimentation scolaire comme une priorité budgétaire et apporter un financement équivalent aux 400 millions de dollars investis par les provinces, les territoires et les municipalités.

Deuxièmement, rendre le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire permanent et l'élargir. Les 40 projets soutenus par le Club des petits déjeuners ont permis d'augmenter de 47 % le nombre d'élèves bénéficiaires.

Troisièmement, investir dans les aliments produits au Canada pour les programmes d'alimentation scolaire.

Quatrièmement, adopter une approche pangouvernementale, offrir la vision nationale qu'il faut et assurer la reddition de comptes et la coordination nécessaires pour que l'alimentation scolaire devienne un pilier central de la santé et du bien-être des enfants au Canada.

En conclusion, l'analyse coûts-avantages que la firme AppEco a réalisée montre que chaque dollar investi rapporte près de deux dollars à la société, à commencer par des économies prévues de plus de 1 000 $ par année pour une famille canadienne moyenne — cette même famille qui se tourne aujourd'hui vers les banques alimentaires.

[*Français*]

Le programme national est maintenant permanent. La prochaine phase sera décisive afin de permettre au programme d'atteindre son plein potentiel, tout comme les enfants.

Je vous remercie.

Le président: Merci, madame Barry.

Madame Marin, vous avez la parole pour cinq minutes.

Valérie Marin (directrice générale, Centre d'action bénévole Marguerite-Dubois): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de me donner l'occasion de participer à cette étude sur l'inflation alimentaire et le Programme national d'alimentation scolaire.

Je suis Valérie Marin, directrice générale du Centre d'action bénévole Marguerite-Dubois, à Bromont, dans la MRC de Brome-Missisquoi, au Québec. Je suis travailleuse sociale de formation et j'ai récemment obtenu une maîtrise en sécurité alimentaire à l'Université Laval.

Aujourd'hui, je souhaite avant tout vous faire part de ce que nous observons quotidiennement sur le terrain.

Depuis plusieurs années, les demandes d'aide alimentaire augmentent dans notre communauté, mais, au-delà de cette augmentation, c'est surtout le changement dans le profil des personnes qui sollicitent nos services qui me préoccupe. Nous accueillons maintenant des familles biparentales dont les deux parents travaillent, mais dont les revenus ne suffisent plus à couvrir l'ensemble de leurs besoins essentiels. Nous constatons également une augmentation des besoins chez les personnes âgées, notamment pour les services alimentaires qui contribuent à leur maintien à domicile.

La hausse du prix des aliments exerce une pression importante sur les budgets. Les ménages doivent faire des choix entre l'alimentation, le logement, le chauffage et le transport. Dans une région rurale comme Brome-Missisquoi, les distances et les coûts de déplacement accentuent ces difficultés.

Aujourd'hui, avoir un emploi ne garantit plus nécessairement la sécurité alimentaire d'une famille. Comme organisme communautaire, nous répondons à ces besoins par l'aide alimentaire, les repas communautaires, la popote roulante et différents services de soutien.

Malgré les efforts déployés, nous ne pouvons pas, à nous seuls, compenser les conséquences de l'augmentation du coût de la vie. Lorsque des familles dont les deux parents travaillent doivent demander de l'aide alimentaire, cela nous amène à réfléchir à la place que peut occuper l'école dans l'accès à une alimentation nutritive.

Je ne suis pas spécialiste du Programme national d'alimentation scolaire et je ne prétends pas en évaluer le fonctionnement. Toutefois, mon expérience me permet de témoigner des besoins auxquels il contribue à répondre. Un tel programme représente un soutien complémentaire pour les familles, à condition qu'il soit durable, accessible, sans stigmatisation et adapté aux réalités locales, notamment aux défis d'approvisionnement et de transport en milieu rural.

Cela m'amène à un autre constat important. Alors que des personnes éprouvent des difficultés à se nourrir, nous continuons de gaspiller des quantités importantes d'aliments encore parfaitement consommables.

Dans Brome-Missisquoi, nous avons élaboré, avec nos partenaires, une approche collective de récupération, de transformation et de redistribution des invendus alimentaires. Dans le cadre de mon étude de maîtrise, j'ai consigné les données relatives à cette initiative. Pendant la période étudiée en 2025, près de 80 000 kilogrammes d'aliments ont été récupérés et plus de 14 000 plats ont été préparés et redistribués.

Cette expérience nous a démontré qu'il est possible de mieux utiliser les ressources alimentaires disponibles pour répondre à des besoins réels, mais elle nous a également appris une chose essentielle: la nourriture donnée gratuitement n'est pas nécessairement une nourriture accessible. Pour la récupérer, la transporter, la conserver, la transformer et la redistribuer, il faut de l'équipement, du personnel, des infrastructures et une coordination efficace. Le bénévolat est une richesse extraordinaire, mais il ne peut remplacer un financement stable et prévisible.

À partir de ces constats, j'aimerais soumettre trois recommandations au Comité.

Premièrement, il faut renforcer les mesures favorisant l'accessibilité financière à une alimentation saine, particulièrement pour les familles de travailleurs et les personnes âgées à revenu limité. L'aide alimentaire ne peut être la seule réponse à l'augmentation du coût de la vie. Il faut également agir sur les conditions qui empêchent les ménages de répondre à leurs besoins essentiels.

Deuxièmement, il faut assurer la pérennité des programmes alimentaires, notamment en milieu scolaire, en tenant compte des coûts réels et des particularités des communautés rurales. Ces programmes doivent pouvoir s'inscrire dans la durée sans dépendre constamment de financements ponctuels. Leur déploiement doit également tenir compte des réalités locales et des ressources déjà présentes dans les communautés.

Troisièmement, je recommande que le gouvernement fédéral examine tous les moyens législatifs, réglementaires et financiers permettant de soutenir durablement les initiatives de récupération et de transformation des surplus alimentaires, par exemple en envisageant l'adoption d'une loi visant à réduire le gaspillage alimentaire.

Dans Brome-Missisquoi, nous avons démontré qu'il est possible de mettre en place des solutions concrètes, mais leur développement et leur pérennité reposent encore trop souvent sur des financements ponctuels et sur la capacité des organismes à mobiliser leurs ressources. Pourtant, ces initiatives permettent à la fois de réduire le gaspillage alimentaire, de valoriser des ressources existantes et de contribuer à la sécurité alimentaire de nos communautés. Il serait donc pertinent de reconnaître davantage leur contribution et de soutenir les infrastructures, l'équipement et les ressources humaines nécessaires à leur fonctionnement.

Je souhaite terminer en rappelant que les solutions existent déjà dans nos communautés. Nous avons démontré qu'il est possible de mettre sur pied des initiatives concrètes et collectives pour améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, pour que ces initiatives puissent véritablement contribuer à un changement durable, elles doivent être reconnues et soutenues à la hauteur de leur contribution.

● (1110)

J'espère que les recommandations formulées aujourd'hui pourront alimenter vos réflexions et, surtout, se traduire par des actions concrètes.

Merci à tous.

● (1115)

Le président: Merci, madame Marin.

[*Traduction*]

Allez-y, madame Lavoie. Vous disposez de cinq minutes.

Melissa Lavoie (directrice de la philanthropie et de la génération de revenus, Loaves and Fishes Community Food Bank Society): Monsieur le président, mesdames et messieurs, je vous remercie de m'avoir invitée à vous parler de mon expérience professionnelle en ce qui a trait aux répercussions de l'inflation du prix des aliments.

Je m'appelle Melissa Lavoie et je suis directrice de la philanthropie et de la génération de revenus à la banque alimentaire communautaire Loaves and Fishes. Je m'adresse à vous depuis Nanaimo, en Colombie-Britannique, sur le territoire traditionnel de la Première Nation Snuneymuxw. Pendant près de 20 ans, j'ai travaillé dans la gestion de patrimoine, plus récemment au sein d'une coopérative de crédit qui accordait du financement à des organismes sans but lucratif de notre collectivité. Il y a environ un an, j'ai quitté le secteur bancaire pour rejoindre celui des banques alimentaires.

Ce qui m'a le plus surprise, c'est que presque tous les gens à qui je parle ont une histoire liée à Loaves and Fishes, que ce soit en tant que donateur, partenaire ou client. Ma coiffeuse et son mari ont quitté l'Ontario pour un emploi sur l'île de Vancouver. À leur arrivée, il n'y avait finalement pas d'emploi. Pendant plusieurs mois, c'est grâce à la banque alimentaire communautaire Loaves and Fishes qu'ils ont pu subvenir à leurs besoins essentiels. C'est ce que nous constatons de plus en plus: les gens vont bien, jusqu'à ce qu'un problème survienne.

Loaves and Fishes est bien plus qu'une banque alimentaire communautaire. C'est un organisme régional de récupération et de distribution alimentaires. Sept jours sur sept, nos camions ramassent les surplus alimentaires auprès de plus de 40 supermarchés, grossistes et détaillants. Nous les trions en fonction de ce qui en fera la meilleure utilisation: en priorité, de la nourriture de qualité pour les gens; ensuite, des aliments pour animaux destinés aux agriculteurs; du compost; et enfin, des déchets allant à la décharge en dernier recours. Nous gérons 20 marchés alimentaires gratuits dans les secteurs du centre et du nord de l'île de Vancouver. Nous approvisionnons gratuitement plus de 100 organismes sans but lucratif, de Victoria à Haida Gwaii. En 2025, nous avons distribué pour 12,1 millions de dollars de nourriture. Cette année, nous en avions déjà distribué pour 8,1 millions de dollars à la fin du mois de septembre, et les mois pendant lesquels les besoins sont les plus importants sont encore à venir.

Demain, nous ouvrirons officiellement un centre alimentaire régional, le Tom Harris Regional Food Centre. Il s'agit d'un pôle de 24 000 pieds carrés, d'une valeur de 16 millions de dollars, financé par tous les ordres de gouvernement. Nous l'avons créé pour assurer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du littoral de la Colombie-Britannique, car les besoins sont immenses et ne montrent aucun signe de ralentissement.

Voilà qui m'amène à vous parler des prix des aliments. La moyenne nationale présente le Canada comme si l'on parlait d'une seule et même épicerie, ce qui n'est pas le cas. Presque tout ce qui se trouve sur l'île de Vancouver arrive par traversier ou par transporteur de fret maritime. Ce coût vient s'ajouter à chaque visite à l'épicerie. Notre île est longue. Nous disposons d'un entrepôt satellite à Port Hardy, soit à cinq heures de route au nord de Nanaimo. Les collectivités du nord de l'île que nous desservons comptent environ 8 000 habitants. L'année dernière, plus de 1 400 d'entre eux ont effectué plus de 17 000 visites dans les marchés alimentaires gratuits. C'est environ une personne sur cinq qui dépend directement de nous pour se nourrir.

Qui s'adressent à nous aujourd'hui? Notre organisme est accessible. Nous ne recueillons pas beaucoup de données démographiques, mais nos marchés permettent aux gens de repartir à la maison avec des aliments et de cuisiner. Ainsi, la plupart de nos clients ont un toit, mais ils n'ont pas assez d'argent à la fin du mois. Nous voyons des personnes en bottes de travail qui rentrent chez elles après leur journée sur les chantiers, ainsi que des familles, des étudiants, des personnes âgées, des personnes handicapées et de nombreux nouveaux arrivants. Les renseignements sur nos marchés sont désormais disponibles en six langues. Nous ne répondons pas à tous les besoins de chacun. Notre organisme est un complément, mais si une semaine d'épicerie permet à une personne de payer sa facture de téléphone cellulaire, elle pourra alors répondre à l'appel qui lui permettra de décrocher un emploi. Si cela lui permet de payer son loyer ou de faire réparer la voiture qu'elle utilise pour se rendre au travail, c'est une victoire. Les banques alimentaires aident discrètement les gens à conserver leur emploi et à accéder à un logement.

En outre, l'inflation pèse sur notre offre. Les détaillants gèrent leurs déchets avec plus de rigueur. Il y a moins de nourriture à récupérer et elle est souvent de moins bonne qualité. Nous devons redoubler d'efforts pour chaque kilogramme, mais les capacités rendent les choses possibles. La semaine dernière, un grand détaillant nous a appelés à la suite d'un incendie. Nous avons utilisé huit semi-remorques pour transporter 208 palettes d'aliments et de produits de première nécessité, comme du savon à lessive et du papier hygiénique. Nous allons désinfecter les produits et les distribuer aux familles plutôt que de les envoyer à la décharge. Une petite banque alimentaire n'aurait pas pu répondre à cet appel. Nous le pouvons grâce aux partenaires publics et privés qui ont investi dans notre organisme.

Voici ce que je voudrais que vous reteniez: les données nationales sur l'inflation ne reflètent pas ce qu'un ménage de l'île de Vancouver peut se permettre. Les mêmes aliments coûtent plus cher selon l'endroit où l'on vit. Lorsque des banques alimentaires doivent être créées à une telle échelle, croyez-moi, cela en dit long sur l'inflation alimentaire.

Merci.

Le président: Merci, madame Lavoie.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à un certain nombre de nouvelles venues à notre comité.

Nous allons maintenant commencer notre première série de questions, dont les interventions seront de six minutes.

Nous allons commencer par Mme Kronis, pour six minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à toutes les témoins présentes ce matin. Je vous remercie de nous avoir fait part de vos points de vue.

Madame Lavoie, j'aimerais revenir sur la toute dernière remarque que vous avez faite, selon laquelle les données nationales sur l'inflation alimentaire ne reflètent pas notre réalité sur l'île de Vancouver. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

● (1120)

Melissa Lavoie: L'île de Vancouver est une région très isolée à l'ouest de la province. Il n'y a pas de pont ni de transport. L'île est très longue et son environnement est très varié. Les gens vivent souvent loin des épiceries. De plus, nous approvisionnons en produits alimentaires des endroits aussi éloignés que Haida Gwaii. Pour s'y rendre, il faut aller à l'extrémité nord de l'île de Vancouver, prendre un traversier pendant environ sept heures, puis changer de traversier pour arriver à Haida Gwaii. Nous y envoyons des aliments à grands frais afin d'assurer la sécurité alimentaire dans les régions les plus reculées de la côte de la Colombie-Britannique.

Tamara Kronis: Merci beaucoup.

Je vous félicite pour l'ouverture du centre alimentaire régional Tom Harris. En tant que membre de la collectivité, je suis pleinement consciente de tout le travail qu'a nécessité la réalisation de ce projet et des véritables efforts collectifs qui ont été déployés pour sa création. Ce centre permettra à nos collectivités de venir en aide aux gens qui en ont besoin. Il contribuera également à la récupération alimentaire en nous permettant d'éviter le plus possible que les déchets n'encombrent l'espace limité de nos décharges.

Je me demandais si vous pourriez nous en dire un peu plus sur le fonctionnement des marchés alimentaires gratuits et accessibles ainsi que sur ce qu'ils apportent, non seulement à notre collectivité de Nanaimo, mais aussi à toute l'île de Vancouver.

Melissa Lavoie: Certainement.

Le centre régional de Nanaimo, le centre alimentaire régional Tom Harris, est un élément centralisé de l'infrastructure communautaire. Il nous permet de distribuer des aliments, selon notre mode de distribution, directement aux clients comme marché alimentaire gratuit. Imaginez-le comme un magasin éphémère. Nous n'avons pas besoin d'avoir nos propres infrastructures dans le cadre des marchés alimentaires gratuits. Nous travaillons en partenariat avec un organisme local, parfois une église et, plus récemment, l'Université de l'île de Vancouver.

Toute collectivité qui souhaite mettre en place un marché alimentaire gratuit n'a besoin que d'un espace, de quelques tables, d'une connexion Internet et de bénévoles. Notre chauffeur se présente avec le camion et les aliments. Il n'y a qu'un seul employé, les autres personnes sont des bénévoles. On peut organiser un marché alimentaire gratuit dans n'importe quelle collectivité de l'île de Vancouver et de la côte de la Colombie-Britannique qui en a besoin. C'est une façon judicieuse d'utiliser les fonds communautaires. Tout repose sur une seule infrastructure centralisée.

Tamara Kronis: Merci de votre réponse.

Une autre chose que j'admire vraiment dans le travail de l'organisme Loaves and Fishes, c'est la manière dont il appuie d'autres organismes, en particulier ceux qui fournissent une aide alimentaire à des personnes âgées et à des personnes vivant en collectivité.

Pouvez-vous décrire le programme?

Melissa Lavoie: À l'heure actuelle, nous approvisionnons plus de 100 partenaires communautaires. Il s'agit d'organismes très variés, allant d'Island Health aux conseils scolaires, en passant par des organisations comme l'Armée du Salut, la Société de Saint-Vincent de Paul et bien d'autres.

Nous leur fournissons gratuitement des aliments afin qu'ils puissent gérer leurs programmes et ainsi y consacrer leurs ressources limitées. À notre avis, il n'est pas logique que de nombreux organismes achètent des camions, embauchent du personnel et parcourent la région pour récupérer des aliments. Il est bien plus efficace et rentable qu'un seul organisme centralisé, le nôtre, s'en charge, puis distribue les aliments à d'autres organismes.

Nous avons récemment lancé un programme qui s'appelle FoodCopia qui permettra d'améliorer encore davantage les choses à cet égard. Les organismes pourront consulter en ligne et en temps réel notre inventaire d'aliments récupérés. Nous serons en mesure de leur expédier les denrées directement et notre organisme deviendra ainsi un véritable grossiste qui envoie gratuitement des aliments récupérés à des organismes communautaires.

Tamara Kronis: C'est vraiment une réussite extraordinaire. Je vous en félicite.

Le réseau de votre organisme englobe désormais plus de 100 collectivités autochtones et organismes le long de la côte. J'aimerais en savoir plus sur votre chaîne d'approvisionnement et vous donner l'occasion de nous parler des principaux obstacles à l'acheminement de la nourriture vers les petites collectivités ou les collectivités isolées.

Melissa Lavoie: Le transport est, sans conteste, l'aspect de nos activités qui coûte le plus cher. Nous devons tous parler de la hausse du prix du carburant, du maintien des camions en circulation et du recrutement de chauffeurs autorisés et qualifiés pour le transport des denrées. De plus, nous dépendons fortement du réseau de BC Ferries, un système qui coûte très cher. Nous travaillons en partenariat avec Helicopters Without Borders dans certains cas. Lorsqu'ils transportent des personnes vers des collectivités éloignées, nous ajoutons des denrées alimentaires à leur chargement s'il reste de la place.

Il ne fait aucun doute que les coûts de transport constituent le plus grand défi à relever lorsqu'il s'agit d'acheminer les aliments vers ces endroits.

● (1125)

Tamara Kronis: L'une des plus grandes difficultés que nous rencontrons dans le centre de l'île en général concerne l'accès à des espaces de cuisine commerciale. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur l'espace de cuisine commerciale que vous mettez en place au centre alimentaire régional Tom Harris, le chemin qu'il nous reste à parcourir et la manière dont les membres de notre collectivité peuvent apporter leur aide?

Melissa Lavoie: Nous disposons d'un espace de cuisine commerciale de base dans les nouvelles installations qui nous permettra d'augmenter la part des denrées récupérées pouvant servir à la consommation humaine plutôt qu'à l'alimentation animale. Tout comme dans nos cuisines à la maison, les aliments peuvent être mis en conserve, congelés ou transformés en soupes, en ragoûts et en toutes sortes de plats plutôt que d'être utilisés pour l'alimentation animale. Toutefois, on a besoin d'une cuisine de transformation pour le faire. Le coût actuel de l'installation de l'équipement dans cet espace de base s'élève à 500 000 $. Cela nous permettra, comme je l'ai dit, de distribuer davantage de bons aliments aux gens qui habitent sur l'île de Vancouver et le long de la côte de la Colombie-Britannique.

Le président: Merci, madame Kronis.

[*Français*]

Monsieur Villeneuve, vous avez la parole pour six minutes.

Louis Villeneuve (Brome—Missisquoi, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous ce matin.

Madame Marin, je vous remercie d'être avec nous à titre de directrice générale du Centre d'action bénévole Marguerite-Dubois. Vous travaillez depuis plusieurs années au croisement de la sécurité alimentaire et de l'action communautaire. Nous nous connaissons bien, nous ne le cacherons pas. J'étais auprès de vous lors de mes années comme maire de Bromont. Je vais en profiter pour saluer votre leadership, grâce auquel la communauté s'est rassemblée et nous avons construit un centre d'action bénévole qui sert de modèle dans toute la circonscription. Je vous en remercie, madame Marin.

Je veux aussi reconnaître que vous avez mis en place des initiatives liées à la lutte contre le gaspillage alimentaire, à la valorisation des surplus et au soutien des personnes vulnérables, dont nos enfants. Donc, je dirais que vous êtes vraiment bien placée pour nous parler des effets concrets de l'inflation alimentaire et de la façon dont les mesures gouvernementales contribuent à aider nos familles. On a annoncé en 2024 et mis en œuvre en 2024-2025 le Programme national d'alimentation scolaire, auquel on consacre plus de 1 milliard de dollars sur cinq ans. J'ai entendu les témoins en parler aussi. On sait qu'il y a encore du travail à faire.

Donc, madame Marin, nous allons commencer par ça. À votre connaissance, comment le Programme national d'alimentation scolaire aide-t-il les familles?

Valérie Marin: Mon expertise est plutôt en lien avec l'impact réel sur les familles que je côtoie et que nous aidons.

C'est sûr que le Programme national d'alimentation scolaire réduit la pression financière sur les familles. Il ne s'agit pas juste d'enfants qu'on nourrit à l'école; c'est aussi une pression financière qu'on enlève aux familles. Je trouve important de le dire, parce que, pour les personnes qui ont des horaires atypiques ou qui travaillent à temps plein, ça aide aussi à l'organisation et à la logistique familiale. Je tiens à dire aussi que, quand il y a dans une école un programme qui s'adresse à tous, ça permet de réduire la stigmatisation. Les enfants ne sont pas identifiés en fonction du revenu et du salaire de leurs parents. L'alimentation dans les écoles donne une forme de dignité aux familles et donne la même chance à tous.

Louis Villeneuve: Merci, madame Marin.

Vous avez travaillé sur des projets de récupération et de redistribution de surplus alimentaires. Vous en avez parlé tout à l'heure. Pouvez-vous nous parler un peu des résultats qui sont observés sur le terrain?

Valérie Marin: Nous avons mis en place un système intégré de collecte, de transformation et de redistribution des denrées.

D'ailleurs, je veux quand même féliciter Mme Lavoie à propos de ce dont elle nous a fait part. C'était très intéressant.

Nous avons ce système dans la MRC. C'est le comité antigaspillage de la MRC de Brome-Missisquoi. Tous les pôles de la MRC y participent.

Collectivement, nous récupérons toutes les denrées en surplus de nos maraîchers et de nos épiciers. Après, nous redistribuons les produits tels quels quand ils sont encore beaux, et les gens peuvent les transformer eux-mêmes. Sinon, nous prenons tous les surplus que nous ne pourrions pas redistribuer tels quels et nous les transformons dans nos cuisines. Dans la MRC, nous avons eu la subvention du Fonds des infrastructures alimentaires locales, qui nous a permis d'aménager trois cuisines de transformation sur le territoire. Donc, les surplus qui restent et qui doivent être transformés sont envoyés dans nos cuisines de transformation. Ils sont transformés, ensuite c'est redistribué.

Je tiens à dire que c'est toute une logistique. C'est un beau projet.

● (1130)

Louis Villeneuve: Continuons rapidement, parce qu'il y a quelques questions que je veux vous poser.

Premièrement, vous venez de nous décrire tout ce que vous avez fait comme initiatives de récupération. Dans quelle mesure ces initiatives, jumelées au Programme national d'alimentation scolaire, permettent-elles d'atténuer l'insécurité financière? Quel est le lien entre ces initiatives et ce programme?

Valérie Marin: Dans le fond, ce que nous faisons sur le plan de la redistribution, c'est sûr que ça apporte un allégement. On sait que, dans les enveloppes budgétaires, l'enveloppe qui est destinée à l'alimentation est celle dans laquelle les gens vont le plus facilement jouer. C'est sûr qu'en apportant un soutien aux gens sous forme d'aide alimentaire, nous leur donnons la capacité d'habiller convenablement leurs enfants et de payer les frais scolaires. Des fois, ils font des demandes aussi pour les activités parascolaires. Ça permet quand même d'enlever une pression financière sur les autres sphères du budget des ménages.

Louis Villeneuve: Merci.

Il nous reste à peine une minute.

Si vous aviez une seule recommandation à faire au gouvernement fédéral aujourd'hui, quelle serait-elle?

Valérie Marin: Comme je l'ai dit dans mes recommandations, c'est sûr que j'appuierais beaucoup sur le fait d'étudier les moyens. Il y a plusieurs pays dans le monde qui se sont dotés de politiques ou de lois en matière de gaspillage alimentaire. C'est quelque chose qui est dans l'air, aussi. Ma recommandation serait vraiment que le gouvernement fédéral examine tous les moyens possibles, les manières dont ça pourrait être mis en place, de même que les façons dont on pourrait soutenir les provinces pour qu'elles mettent de l'avant de telles lois. Donc, c'est sûr que d'avoir une politique antigaspillage est une recommandation sur laquelle j'insiste fort.

Louis Villeneuve: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Villeneuve.

Madame Larouche, la parole est à vous pour six minutes.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je prends tout plein de notes. Merci beaucoup aux témoins d'être avec nous aujourd'hui, notamment Mme Desharnais et Mme Barry. Nous avons également entendu un point de vue très intéressant de Vancouver avec Mme Lavoie. Cela dit, mes premières questions vont s'adresser à Mme Marin.

Nous venons du même coin de pays. Votre centre d'action bénévole offre ses services même dans mon village natal, indirectement, de même qu'à mon école primaire, soit l'école Saint-Vincent-Ferrier. C'est un coin de pays que je connais bien.

Nous nous sommes également connues dans le milieu communautaire. Ça m'a rappelé que j'ai aussi contribué à démarrer une table sur la sécurité alimentaire dans Brome-Missisquoi dans le cadre de mes fonctions.

Valérie Marin: Oui.

Andréanne Larouche: Donc, c'est un enjeu qui me préoccupe particulièrement.

Quant à vos statistiques, je veux vraiment revenir d'abord sur le fait que le visage des demandeurs change. C'est ce que vous nous avez dit aujourd'hui. Nous venons de voir le Bilan-Faim. La banque alimentaire SOS Dépannage, à Granby, m'a sensibilisée à ça. Tout de suite après la parution du Bilan-Faim, j'ai reçu un courriel. Nous allons nous parler bientôt.

C'est sûr que l'on continue à voir que des aînés viennent demander de l'aide. C'est une petite hausse constante. Cependant, ce qui augmente aussi, c'est la demande de la part de travailleurs. C'est quand même frappant de voir qu'en 2026, avoir un emploi ne garantit même plus une sécurité alimentaire.

Bien sûr, il y a la hausse du prix des aliments. On ne peut pas le nier.

Compte tenu de ce que vous pouvez suggérer, quelles sont les répercussions, comme je l'ai dit, d'une hausse soutenue du prix des aliments même sur un organisme comme le vôtre, mais encore plus sur les ménages, et particulièrement sur les ménages ayant des revenus fixes? Il faut dire que beaucoup d'aînés vivent de revenus fixes, comme leur pension et le Supplément de revenu garanti. Donc, en quoi est-ce que ce sont vraiment deux facteurs majeurs de la hausse du nombre de demandes chez vous?

Valérie Marin: C'est sûr qu'il y a de plus en plus d'aînés aussi qui vont vouloir rester chez eux. Il ne s'agit pas seulement de la capacité d'avoir accès à des aliments. Souvent, il s'agit d'avoir accès à une alimentation qui est saine. Ce n'est pas tous les aînés qui ont les moyens d'avoir des traiteurs ou qui ont le budget pour ça. C'est sûr que d'avoir accès à une alimentation saine et variée et d'être capable de se faire à manger, c'est vraiment un enjeu. Chez nous, c'est la popote roulante, comme à Granby.

Pour ce qui est des familles, c'est certain que le visage change, mais ça change aussi l'organisation de nos banques alimentaires. Les demandes sont en augmentation constante. Nous avons remarqué quand même une augmentation de 9 % par année, dans les dernières années, de la clientèle composée de travailleurs. C'est sûr que, maintenant, il faut avoir des heures différentes pour offrir de l'aide alimentaire à ces personnes. Nous devons être disponibles. Donc, nous avons aussi modifié notre structure de fonctionnement pour répondre aux besoins de ces personnes.

● (1135)

Andréanne Larouche: Faudrait-il justement réfléchir aussi, en amont, aux gens qui ont des revenus fixes et dont les sommes qu'ils reçoivent sont insuffisantes pour répondre à leurs besoins en vue de se loger et de se nourrir?

Valérie Marin: Oui, c'est exact. Ça fait partie de mes recommandations. Excusez-moi, je n'avais pas bien compris la question. Ça fait partie de mes recommandations. Il faut s'assurer d'avoir de l'aide financière destinée à l'alimentation. Pour le budget des familles, c'est certain qu'on devrait travailler là-dessus.

Andréanne Larouche: Parfait, merci.

Heureusement pour vous, vous avez un système. Vous tirez profit de la friperie aussi pour vous aider à aller chercher des revenus. Cela dit, je pense qu'il faut réfléchir à des manières dont on pourrait vous aider davantage.

Valérie Marin: C'est sûr que la recherche de financement reste un enjeu pour les organismes communautaires. C'est sûr que de travailler à avoir des revenus autonomes nous permet d'avoir une certaine stabilité et, justement, de bonifier nos services.

Andréanne Larouche: Il vous faut aussi travailler très fort, et le fait d'organiser tout ça exerce quand même une pression sur vous.

Valérie Marin: Oui.

Andréanne Larouche: Alors, comment peut-on vous aider davantage? On y réfléchira dans le cadre de cette étude. Merci.

Vous avez bien compris, c'est un complément que je vous demandais.

Valérie Marin: D'accord, parfait.

Andréanne Larouche: C'est parfait, madame Marin.

Madame Barry, j'ai eu l'occasion de visiter des écoles qui bénéficient des services du Club des petits déjeuners dans la circonscription de Shefford. Vous avez dit que vous aviez évidemment fait certaines observations et que le visage changeait, puisque de plus en plus de travailleurs et d'enfants ont besoin de cette aide. D'ailleurs, il y a des écoles qui seraient admissibles à votre programme et qui pourraient en bénéficier, mais qui doivent s'inscrire sur une liste d'attente. C'est la preuve qu'il faut continuer à travailler à chercher des façons d'aider davantage les familles et les enfants à recevoir vos services.

Judith Barry: Absolument. Dans les écoles qui sont soutenues par le Club des petits déjeuners en ce moment, que ce soit les 600 écoles au Québec ou d'autres écoles parmi les 5 600 au pays dans l'ensemble des provinces et des territoires, on observe une augmentation fulgurante du nombre d'enfants qui s'ajoutent à ceux qui ont besoin de ce service. Après la pandémie, c'était instantané: il y a eu des augmentations de 50 à 60 % du nombre d'élèves qui avaient besoin du service. D'ailleurs, la formule de livraison des petits déjeuners a changé de plus en plus, pour passer d'une formule où le service avait lieu avant les classes à une formule où c'est intégré aux classes, pour qu'un plus grand nombre d'élèves puissent en profiter, puisque le besoin est vraiment important. Donc, il y a ça, d'un côté.

D'un autre côté, il y a une liste d'attente qui ne cesse de s'allonger et à laquelle le Club des petits déjeuners et ses partenaires ne peuvent pas répondre à l'heure actuelle, vu le manque de financement. Il y a 1 000 écoles au pays sur la liste d'attente. Il y a plus de 500 qui sont admissibles et qui sont considérées comme étant situées en milieu défavorisé au Québec, mais qui ne peuvent pas recevoir ces services.

Donc, les besoins sont vraiment importants.

Le président: Merci, madame Larouche.

[*Traduction*]

Pour la série de questions dont les interventions sont de cinq minutes, nous allons commencer par Mme Falk.

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à remercier toutes les témoins de leur présence.

Il est très inquiétant de constater que l'insécurité alimentaire augmente à un tel rythme dans un pays comme le Canada. Je viens d'une région du pays qui est connue comme le grenier non seulement de la nation, mais aussi du monde. Les agriculteurs de la Saskatchewan sont certainement fiers des produits qu'ils cultivent et de leur qualité ainsi que de leur capacité à nourrir la population.

Je sais que nous avons déjà entendu beaucoup de choses ce matin, et nous n'en sommes qu'au début de l'étude, mais près d'une personne qui travaille sur cinq a recours aux banques alimentaires. C'est complètement dingue. C'est insensé.

J'ai de jeunes enfants et je me retrouve parfois dans des endroits où il y a beaucoup d'autres enfants accompagnés de leurs parents. Que ce soit à l'occasion d'un événement sportif ou à l'école, il m'arrive très souvent de discuter avec des parents qui me confient qu'ils ne mangent pas à la maison. Ils s'assurent que leurs enfants mangent suffisamment, mais eux, ils se privent.

En ce lieu, nous avons le privilège et la possibilité d'adopter des lois qui ont une incidence concrète sur la vie des gens. Le fait que des personnes ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins alimentaires doit être pris en compte avec le plus grand sens des responsabilités et le plus grand sérieux.

Nous avons entendu parler de la hausse des prix à l'épicerie et de l'augmentation des coûts de transport. Le Canada n'est pas un petit pays, comme nous le savons tous. Je viens d'une région très rurale et le centre-ville le plus proche se trouve à environ trois heures de route, tout comme l'aéroport international le plus proche. Cela signifie que tout est acheminé par camion et que nos agriculteurs expédient leurs produits par train.

Madame Desharnais, j'ai remarqué que vous acquiesciez lorsque ma collègue posait des questions sur les coûts de transport. Je me demande si vous pourriez nous en dire plus sur les effets qu'a la situation sur les prix et les coûts lorsqu'il s'agit de nourrir les enfants.

● (1140)

Julie Desharnais: Absolument. Je vous remercie de votre question.

[*Français*]

Effectivement, nous avons vu, dans les dernières années, que les coûts de transport pour le Club des petits déjeuners, pour effectuer la livraison des déjeuners partout dans ses différents programmes, ont vraiment augmenté de façon substantielle. On parle tout le temps du dernier mille de livraison, aussi, qui est toujours très difficile d'accès, quand on parle de communautés rurales ou de villages éloignés. Pour nous, au Club des petits déjeuners, c'est un défi aussi, parce que nous faisons des livraisons au Nunavut et au Nunavik. Donc, évidemment, il faut penser à tout le contexte des différentes façons de faire les livraisons, que ce soit par transport de fret, par avion, par train ou par bateau. Ce sont vraiment toutes des choses que nous regardons.

Alors, dans les dernières années, nous avons vu une augmentation de 30 % de nos coûts. Mme Barry en a parlé rapidement. C'est le cas pour nos coûts d'achat de nourriture, mais aussi pour nos coûts de livraison sur le plan du transport, ce qui fait que nous...

[*Traduction*]

Rosemarie Falk: Je suis désolée, mais c'était il y a combien d'années? Vous avez parlé des « dernières années ».

Julie Desharnais: C'était au cours des deux dernières.

[*Français*]

Dans les deux dernières années, nous avons quand même vu une augmentation fulgurante. Parce que nous avons un volume quand même très important et que nous sommes capables de faire nos livraisons partout, nous sommes capables aussi de jouer dans un contexte où nous pouvons aller chercher des économies de différentes autres façons. Ça nous permet de continuer d'offrir ce que nous avons à offrir et de livrer des déjeuners nutritifs tous les jours à plus de 1 million d'enfants au Canada, aujourd'hui. C'est quand même...

[*Traduction*]

Rosemarie Falk: Je vous remercie. Je m'excuse, mais mon temps est limité. J'aimerais poser une question à Mme Lavoie.

Je crois comprendre que votre programme de récupération de nourriture recueille les aliments excédentaires des épiceries, ce à quoi vous avez fait allusion dans votre déclaration préliminaire, puis les redistribue. Même si la nourriture est donnée et que vous ne l'achetez pas nécessairement de votre poche, combien en coûte-t-il pour la recueillir, la transporter, l'entreposer et la distribuer?

Melissa Lavoie: En 2025, nous étions presque exclusivement un organisme de récupération alimentaire. Je crois que nous avons acheté pour moins de 100 000 $ de nourriture sur les 12,1 millions de dollars que nous avons distribuée. En gros, il nous a fallu un budget de fonctionnement d'environ 3 millions de dollars pour livrer ces 12,1 millions de dollars d'aliments.

Vous constaterez que nous avons de la nourriture en abondance au Canada. D'autres intervenants y ont fait allusion: nous ne connaissons pas une pénurie alimentaire. Nous avons un problème de gaspillage alimentaire et un problème de distribution alimentaire. Je crois que c'est ce qui cause l'augmentation des ventres vides partout au Canada.

Le président: Merci, madame Falk.

[*Français*]

Madame Koutrakis, vous avez la parole pour cinq minutes.

● (1145)

Annie Koutrakis (Vimy, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous ce matin.

C'est vraiment désagréable d'entendre parler de la situation actuelle au Canada pour ce qui est des familles et des enfants. C'est pour cette raison que le gouvernement a augmenté à plusieurs reprises les montants des investissements dans plusieurs programmes. Je ne vais pas tous les nommer, car je crois que vous êtes au courant de tous les programmes qu'on essaie de mettre en place pour aider les familles.

Madame Marin, à la fin de votre allocution, vous avez mentionné qu'il y a déjà des solutions qui existent. J'aimerais vous donner l'occasion de donner un peu plus de détails sur les solutions qui sont déjà en place et sur la façon dont on pourrait faire mieux.

Valérie Marin: Il existe déjà des initiatives, notamment celle de Mme Lavoie, à Vancouver, celle que nous avons mise en place dans la MRC de Brome-Missisquoi et des dizaines d'autres, pour récupérer les surplus alimentaires et les transformer. Je prends cet exemple parce que c'est mon expertise, mais c'est certain qu'on voit que ces initiatives fonctionnent et qu'elles sont bien réelles. L'enjeu est de s'assurer qu'on peut continuer. Il faut pérenniser les initiatives qui fonctionnent déjà. C'est un peu ce que je voulais dire.

Dans notre cas, nous avons cette initiative, mais il y en a plusieurs autres. Je lisais justement dans *Le Droit* qu'à Gatineau, il va y avoir une initiative avec des IGA pour prévenir le gaspillage et transformer les aliments.

C'est sûr que ce serait primordial de pouvoir soutenir les initiatives qui existent déjà et qui fonctionnent, en plus d'essayer de voir comment on peut les exporter, parce qu'on voit qu'elles fonctionnent. C'était le point que je voulais soulever.

Annie Koutrakis: Je crois que vous êtes en train de continuer votre maîtrise sur ce sujet.

Valérie Marin: En fait, je l'ai terminée en décembre dernier. Mon étude portait justement sur le système intégré que nous avons mis en place dans Brome-Missisquoi. C'est sûr que nous travaillons à le maintenir, à le bonifier et à le transformer, pour que nous soyons capables d'offrir des services au plus grand nombre possible de personnes. C'est toujours un enjeu. Il faut aussi améliorer nos techniques.

C'est sûr que nous avons aussi comme défi de respecter les normes provinciales en matière d'hygiène et de salubrité. Il y a aussi le transport, qui a été mentionné à quelques reprises, notamment le fait de s'assurer de respecter la chaîne du froid. Il y a quand même des éléments de logistique qui ajoutent des obstacles à la pérennité de ces initiatives.

Tout à l'heure, madame a souligné qu'on récoltait des denrées gratuitement, mais, comme je l'ai dit, ce n'est pas parce que la denrée est gratuite qu'elle est accessible. En effet, il y a tout un système qu'on met en place en arrière pour pouvoir redonner cette denrée à la famille, et c'est cet exercice qu'il faut soutenir.

Annie Koutrakis: Au cours de vos études et de votre expérience avec des partenariats, avez-vous eu l'occasion d'étudier ce que d'autres administrations font à ce sujet? Est-ce qu'il y a des études? Est-ce qu'il y a d'autres pays qui ont un programme de ce genre qui donne des résultats et qu'on pourrait utiliser comme exemple?

Valérie Marin: Plusieurs pays se sont dotés de politiques antigaspillage. Par exemple, en France, la loi Garot fait que les détaillants n'ont pas le droit de jeter de la nourriture qui est encore comestible.

C'est sûr que ça vient avec un lot d'enjeux. Si jamais on décide de se doter d'une telle loi ici, à mon avis, il va falloir la concevoir de manière à ce qu'elle soit plus incitative que répressive. En fait, il faut que les organismes soient capables aussi de répondre à la demande et de récupérer les denrées, pour ne pas pénaliser les détaillants. Il faut donc y réfléchir comme il faut.

Cela dit, il y a vraiment beaucoup d'exemples partout au monde qui sont très inspirants.

Annie Koutrakis: Merci.

Le président: Merci, madame Koutrakis.

Madame Larouche, vous avez la parole pour deux minutes trente secondes.

● (1150)

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, monsieur le président.

Encore une fois, on se rend compte de l'impact de l'inflation alimentaire sur le revenu des ménages. On le voit, les visages changent. Même des travailleurs salariés n'y arrivent plus et doivent aller demander des ressources. Des écoles ont des listes d'attente pour le Club des petits déjeuners. Des aînés ayant un revenu fixe n'arrivent plus à payer leur loyer ou leur nourriture. Dans certains cas, au-delà de les amener à demander de l'aide alimentaire, ça les met parfois carrément en situation d'itinérance, cachée ou visible. Ce sont des conséquences du fait de ne pas être capable d'avoir des revenus décents pour répondre à des besoins de base, comme se loger convenablement ou se nourrir.

J'aimerais revenir sur les façons de vous aider. Vous aussi, autant le Club des petits déjeuners que votre banque alimentaire, vous vivez l'impact de l'inflation en ce qui concerne les aliments. Madame Marin, vous l'avez bien démontré dans le cadre de votre maîtrise. Vous le démontrez bien aussi dans votre demande de politique antigaspillage. Vous en avez parlé un petit peu avec ma collègue au tour précédent. C'est quelque chose que vous avez commencé à observer. Je ne sais pas s'il y a autre chose que vous aimeriez ajouter.

Comme vous l'avez dit, vous avez regardé ce qui se passe ailleurs, par exemple en France. Vous avez parlé d'une mesure qui, selon vous, devrait être plus incitative que répressive. Est-ce qu'il y aurait autre chose à ajouter concernant la politique antigaspillage?

Valérie Marin: C'est sûr que la politique doit être bien pensée parce que, dans le fond, on veut que les gens participent et qu'ils soient enclins à vouloir participer. Justement, il y a de bons exemples partout dans le monde sur lesquels on peut s'appuyer pour s'assurer qu'elle est viable au Canada.

Je sais qu'il y a aussi un enjeu en ce qui concerne toutes les provinces. D'une province à une autre, il y a des ministères qui diffèrent; au Québec, il y a le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Je sais qu'il y a déjà deux projets de loi qui ont été déposés au Québec pour une politique antigaspillage. Ce sont des politiques quand même assez simples, qui sont complètes. Si jamais ça vous intéresse, je vous inviterais à les regarder. M. Arseneau a déposé un de ces projets de loi. L'autre, c'est Québec solidaire, mais je ne me souviens plus de la personne qui l'a déposé. Vous voyez, ce sont quand même des politiques simples et applicables. Comme sources d'inspiration, c'est vraiment bien. J'irais plus vers la simplicité que vers des politiques très complexes.

Andréanne Larouche: Le projet Viande solidaire et le glanage s'inscrivent-ils aussi dans ce genre de politique antigaspillage?

Valérie Marin: C'est sûr que le glanage représente un enjeu en ce qui a trait aux ressources humaines. Souvent, ce sont des bénévoles qui le font. Or, on s'entend pour dire que le glanage doit se faire tout de suite, et pas demain. C'est donc plus dur de l'organiser.

Pour ce qui est du projet Viande solidaire, on est en train de mettre ça en place en Estrie.

Le président: Merci, madame Larouche.

[*Traduction*]

Monsieur Reynolds, vous avez cinq minutes.

C'est ce qui conclut la première heure de ce tour-ci.

Colin Reynolds (Elmwood—Transcona, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui et de tout le travail important qu'ils accomplissent pour servir les Canadiens et les aider à se nourrir. C'est effrayant à dire.

Quelques chiffres surprenants ont été communiqués au Comité aujourd'hui. L'insécurité alimentaire touche 2,4 millions d'enfants. Le prix des aliments a augmenté de 28 % depuis 2021. Des familles dont les deux parents travaillent doivent recourir aux banques alimentaires pour assurer leur sécurité alimentaire. Cela me fait peur. Le fait que des gens aient faim aujourd'hui fait partie du problème, une grande partie du problème, mais je pense aussi qu'à court terme, cela fait partie de la solution... À long terme, je pense que la véritable racine du problème réside dans le prix des aliments. Comme je l'ai dit, il y a eu une hausse de 28 % depuis 2021, et la tendance ne semble pas ralentir. J'aimerais en parler un peu plus.

Madame Marin, ma première question s'adresse à vous.

Selon vous, quelle est la cause profonde de la hausse constante du prix des aliments au-delà de l'inflation normale — car il ne s'agit manifestement pas d'une inflation normale — au cours des cinq dernières années? On parle d'une augmentation de 28 % depuis 2021.

● (1155)

[*Français*]

Valérie Marin: Nous sommes très dépendants d'une alimentation qui vient d'ailleurs. Nous faisons venir les denrées au lieu de les cultiver ici et de travailler à avoir une agriculture locale, de manière à avoir une consommation beaucoup plus locale. C'est sûr qu'il y a l'enjeu du transport. Nos denrées viennent de l'extérieur. Nous sommes très dépendants d'une alimentation qui vient d'ailleurs.

Je tiens à dire aussi que le marché de l'alimentation au Canada est géré par trois grands acteurs, principalement. Je ne pourrais pas vous dire exactement comment ça fonctionne, puisque je ne suis pas à l'intérieur de ça. Cependant, prenons l'exemple d'une épicerie franchisée qui veut favoriser une offre locale et des producteurs locaux. Il est pénalisé du fait qu'il n'achète pas en gros, ou sur le plan de ses redevances. Nous avons eu des conversations avec nos épiciers pour leur demander pourquoi les épiceries et les marchés d'alimentation ne favorisaient pas la production locale. C'est parce qu'il y a une structure qui est beaucoup plus grande et beaucoup plus forte qui fait que les gens sont désavantagés s'ils offrent des produits issus d'une agriculture de proximité.

Donc, oui, je pense que c'est un problème qu'il n'y ait pas plus de diversité dans la distribution alimentaire partout au Canada.

[*Traduction*]

Colin Reynolds: Savez-vous quelle proportion, en pourcentage, des aliments que nous consommons ici, au Canada, provient du pays?

[*Français*]

Valérie Marin: Je ne pourrais pas vous le dire pour le Canada. Par contre, je peux vous dire que c'est moins de 4 % dans la MRC de Brome-Missisquoi.

[*Traduction*]

Colin Reynolds: D'accord. Je vous remercie.

Ma prochaine question s'adresse à Mme Lavoie.

Vous avez mentionné qu'au Canada, nous avons un problème de gaspillage alimentaire et un problème de distribution alimentaire. J'aimerais vraiment en savoir plus à ce sujet, si vous pouviez nous en dire plus.

Melissa Lavoie: Bien sûr. L'organisme Loaves and Fishes repose vraiment sur la conviction qu'il y a une abondance de nourriture au Canada. Ce n'est pas comme d'autres pays qui n'ont tout simplement pas de ressources alimentaires disponibles. Nous avons de la nourriture. Elle n'est tout simplement pas utilisée à son plein potentiel. Elle n'est pas largement mise à la disposition de la population. Une grande partie est gaspillée et finit par créer d'autres problèmes liés à l'utilisation des sites d'enfouissement, au recyclage des emballages en plastique et à tous les autres problèmes connexes qui découlent de nos croyances en matière d'approvisionnement alimentaire.

Par exemple, lorsque vous vous arrêtez à l'épicerie en rentrant du travail à 20 heures, vous vous attendez à voir une étagère pleine de belles fraises dans leur emballage à double coque en plastique, mais où finissent-elles le lendemain, quand elles ne sont plus bonnes pour être vendues au public? Elles vont au dépotoir, à moins que nous ayons un système de récupération alimentaire capable de les récupérer et de les redistribuer ailleurs.

C'est ce que je veux dire quand je dis que nous avons une abondance de nourriture au Canada. Une grande partie finit à la poubelle, et ce qui n'est pas gaspillé n'est souvent pas réparti correctement à travers le pays.

Le président: Merci, monsieur Reynolds.

Pour conclure, la parole est à Mme Nguyen pour cinq minutes.

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Merci beaucoup.

Je tiens à remercier chaleureusement les témoins de s'être joints à nous aujourd'hui.

[*Français*]

Je vais poser mes questions en anglais, parce que je suis plus à l'aise en anglais.

[*Traduction*]

J'aimerais commencer par la représentante du Club des petits déjeuners du Canada.

Je sais que dans la région de Toronto, vous soutenez plus de 850 programmes de petits déjeuners et que vous aidez plus de 250 000 enfants. Pouvez-vous me dire ce que cela signifie par rapport au besoin de programmes d'alimentation en milieu scolaire que vous constatez dans la ville?

Judith Barry: À Toronto, et plus précisément en Ontario, plus d'écoles publiques que jamais ont accès à des fonds publics pour mettre en œuvre des programmes de collations, de déjeuners et de repas du matin, ainsi que des programmes de dîner. Nous avons constaté que la qualité et la variété des aliments offerts posent problème. Nous pouvons offrir un programme dans à peu près toutes les écoles publiques, mais est-ce vraiment cinq jours par semaine? Est-ce vraiment un programme universel qui fournit des aliments sains et nutritifs? Ce n'est pas le cas partout.

● (1200)

Chi Nguyen: Je vous remercie d'avoir fourni un peu plus de détails.

Madame Marin, vous avez parlé de réduire la stigmatisation dans le cadre d'un programme alimentaire universel. Je me demandais si ce principe s'applique à d'autres types de programmes et de mesures de soutien que nous devons mettre en place dans les collectivités pour qu'elles restent résilientes et fonctionnent bien. On parle de l'universalité de ces approches pour continuer à garantir que les enfants puissent avoir accès à la nourriture dont ils ont besoin.

[*Français*]

Valérie Marin: Je sais qu'il y a certains programmes de Centraide pour les sacs d'école à la rentrée scolaire chaque année. Il y a beaucoup de programmes comme ça pour aider les enfants qui rentrent à l'école afin qu'ils soient bien équipés et qu'ils aient des effets scolaires adéquats, au même titre que tout le monde.

Nous offrions ce service avec Centraide. Nous nous assurions que les gens qui aidaient au parrainage ne faisaient pas partie des familles des écoles participantes, pour éviter que certains enfants reconnaissent les articles envoyés. C'est sûr que la stigmatisation est quand même un enjeu dans les écoles. Ça amène aussi beaucoup d'autres enjeux, comme l'intimidation.

Chi Nguyen: Merci beaucoup.

[*Traduction*]

Pour ma dernière question, nous savons que les collectivités sont vraiment en difficulté. Il y a donc plusieurs mesures fédérales soutenues par notre gouvernement, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, du Programme national d'alimentation scolaire ou de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Est-ce que chacun d'entre vous pourrait parler de la façon dont ces mesures et ces ressources aident les communautés immédiatement?

[*Français*]

Julie Desharnais: Je vais répondre en premier.

C'est effectivement un levier. C'est aussi un message clair qui est envoyé: nous devons tous travailler à améliorer les façons de faire afin de réduire le gaspillage et de rendre plus accessibles les aliments sains. Je pense que tous ces programmes nous aident, dans la communauté, à continuer de porter le message pour rallier tout le monde autour de cet objectif et trouver des solutions.

Cela dit, je terminerais en disant qu'il n'y a pas qu'une seule solution. Ce doit être tout le monde ensemble. C'est ce qui fait la force et c'est ainsi que nous pourrons réussir à contrer cette inflation et à contrer le fait que des enfants se présentent tous les jours à l'école en ayant le ventre vide. Je pense que la communauté doit se rallier autour de cet objectif, et c'est ce qui fait la force des programmes poussés par le fédéral. La communauté qui les embrasse doit continuer de porter ce message.

Judith Barry: Effectivement, ces programmes ont l'occasion d'être complémentaires.

[*Traduction*]

Quand ces programmes peuvent fonctionner ensemble, cette synergie nous aide vraiment à optimiser les ressources investies. Nous l'avons constaté avec le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire. En mettant en relation les initiatives des pôles alimentaires et des banques alimentaires, on a pu distribuer de la nourriture dans les écoles. Grâce à certains investissements dans l'infrastructure, on a pu rejoindre 47 % d'élèves de plus avec le même budget alimentaire. L'infrastructure a optimisé la production et la transformation des aliments et a probablement inclus des mesures contre le gaspillage alimentaire.

Il y a toujours des moyens de mieux relier ces initiatives et d'unir nos forces pour garantir un filet de sécurité vraiment solide pour nos communautés et nos familles.

[*Français*]

Le président: Merci, madame Nguyen.

Merci aux témoins.

[*Traduction*]

Nous allons maintenant suspendre la séance pendant quelques instants, le temps de nous préparer pour la prochaine heure.

● (1200)

_____(Pause)_____

● (1210)

Le président: Reprenons. Chers collègues, bienvenue à la deuxième heure de la réunion d'aujourd'hui. Nous avons des témoins qui comparaissent en personne et virtuellement.

Pour ceux qui viennent de se joindre à nous, je vous invite à vous familiariser avec l'interprétation. Je vous prie d'utiliser l'oreillette à moins que vous ne parliez couramment les deux langues officielles. Il est important que tous les participants comprennent les témoignages et les questions de tous les membres du Comité en français et en anglais. Si vous participez virtuellement, veuillez cliquer sur l'icône en forme de globe au bas de votre écran. Choisissez la langue dans laquelle vous êtes à l'aise de participer. S'il y a une interruption du service de traduction, veuillez attirer mon attention et nous suspendrons la séance le temps de corriger le problème. Enfin, veuillez adresser toutes vos questions et observations à la présidence, puis attendre que je vous nomme avant de prendre la parole.

Pour la dernière heure, nous accueillons Mme Carolyn Webb, responsable des politiques et de l'engagement à la Coalition pour une saine alimentation scolaire.

Nous recevons également M. Nick McRoberts, vice-président à la Défense des droits et recherche, aux Banques alimentaires Canada.

Nous avons également Mme Chantal Pagé, directrice générale des Cuisiniers Différents, qui témoigne par vidéoconférence.

Chaque témoin dispose de cinq minutes pour faire sa déclaration préliminaire.

Nous allons commencer par vous, madame Webb.

Carolyn Webb (responsable des politiques et de l'engagement, Coalition pour une saine alimentation scolaire): Merci, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, de m'avoir invitée à témoigner.

La Coalition pour une saine alimentation scolaire est le plus grand réseau d'alimentation en milieu scolaire au Canada. Elle compte plus de 550 organisations membres et sympathisants dans l'ensemble des provinces et des territoires.

J'ai comparu devant le Comité en février et je suis heureuse de témoigner à nouveau aujourd'hui au sujet des effets positifs du programme et de la façon dont on peut le développer pour qu'il atteigne son objectif. Le programme fonctionne, et il a des bienfaits pour l'ensemble des provinces et des territoires. Les membres de notre organisme nous disent qu'il est important pour eux de pouvoir compter sur un financement stable depuis que le programme est permanent, et qu'ils investissent pour établir des infrastructures à long terme, accroître leur personnel et étendre leurs activités à d'autres écoles.

Le programme a encouragé les investissements dans les provinces de l'Atlantique, qui ont mobilisé les fonds pour créer des programmes universels de qualité, de telle sorte que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse offrent maintenant des déjeuners et des dîners. En Ontario, on a amélioré la qualité des aliments et la fiabilité des services dans le cadre des programmes afin qu'un plus grand nombre d'élèves puissent avoir accès à des aliments pendant un plus grand nombre de jours d'école. Un fournisseur a dit avoir constaté une croissance sans précédent du programme, qui a été déployé dans 29 nouveaux établissements au cours de la dernière année, ce qui représente la plus forte expansion de l'histoire de cette initiative.

[*Français*]

Les fonds fédéraux ont permis aux fournisseurs de services en Ontario de remplacer certains aliments préemballés par des aliments peu ou pas transformés, comme les fruits et les légumes. Certains ont également commencé à offrir des repas chauds ou prêts à consommer le midi et à proposer une plus grande variété d'aliments provenant de différentes traditions culinaires. Ces fournisseurs ont constaté moins de stigmatisation et une amélioration du comportement des élèves, en même temps qu'on apporte un soutien aux familles en situation d'insécurité alimentaire.

[*Traduction*]

Je viens aussi d'apprendre qu'une communauté autochtone dans une région éloignée de la Saskatchewan a utilisé des fonds fédéraux en plus du financement de la commission de l'éducation pour commencer à offrir des déjeuners, des dîners et deux collations à tous les élèves en 2025. Cette communauté a connu de meilleurs résultats en alphabétisation et en mathématiques ainsi qu'une hausse de la fréquentation scolaire.

Même si nous constatons que les investissements à l'échelle nationale produisent d'importants résultats, il faut les augmenter pour atteindre l'objectif stratégique de desservir l'ensemble des enfants et des jeunes du Canada. De nombreuses écoles n'ont toujours pas de programme. De plus, étant donné que l'investissement fédéral n'est que d'environ 20 ¢ par élève par jour, et que les formules de financement de contrepartie sont variables, bon nombre de programmes ne peuvent pas fournir des repas de qualité et n'offrent souvent que ce qui s'apparente davantage à un léger goûter.

Vous avez demandé de l'information au sujet de l'inflation du prix des aliments. La hausse du prix des aliments a une incidence considérable sur les familles et les fournisseurs d'aliments en milieu scolaire. Nous vous demandons de doubler votre financement pour le faire passer de 200 à 400 millions de dollars par année afin d'égaler les plus de 400 millions de dollars versés par les provinces, les territoires et les municipalités. Cette hausse aiderait le Canada à progresser vers son objectif de rendre le programme universel et à offrir un niveau de financement plus proche de celui d'autres pays à revenu élevé, qui investissent environ cinq fois le total des investissements provinciaux, territoriaux et fédéraux.

Vous avez également demandé de l'information sur la façon de mesurer les résultats. Nous recommandons de suivre l'exemple de la Suède en élaborant un plan national coordonné de recherche et d'évaluation en vue de mener des études longitudinales sur les résultats concernant la santé, l'éducation, l'économie et le système alimentaire. Cette initiative nous permettrait de surveiller les progrès réalisés vers l'objectif de la politique nationale, de mettre en commun les leçons retenues par les diverses administrations, d'améliorer les décisions stratégiques et de démontrer les effets des investissements.

● (1215)

[*Français*]

Vous nous interrogez sur les moyens d'assurer un accès équitable partout au Canada. Le groupe de travail sur l'alimentation scolaire des communautés noires recommande de veiller à la diversité des aliments servis et à leur représentativité culturelle, de favoriser la participation des parents et des membres des communautés noires et de créer des occasions de développement économique communautaire, notamment en soutenant les agriculteurs, le personnel des services d'alimentation scolaire, les chefs cuisiniers et les entrepreneurs des communautés noires. L'augmentation des investissements aura bien sûr un effet important sur un accès équitable.

[*Traduction*]

Vous avez par ailleurs demandé de l'information à propos de la conception et de la mise en œuvre du programme. Le mode de versement des fonds aux provinces, aux territoires et aux partenaires autochtones fonctionne. Nous recommandons la création d'une table ronde sur le Programme national d'alimentation scolaire ou d'une autre structure permettant au gouvernement fédéral, aux provinces et aux territoires de coordonner la collecte de données sur les résultats et de favoriser l'échange de renseignements, l'innovation et la résolution de problèmes pour les gouvernements, les communautés autochtones et les organismes sans but lucratif.

La semaine dernière, mon collègue, M. Brent Mansfield, qui est enseignant à Vancouver, a couru environ 30 kilomètres sur la pelouse de la Colline du Parlement pour attirer l'attention sur notre recommandation d'augmenter le financement annuel. Brent et d'autres personnes ont recueilli 1 000 cartes postales de la part d'élèves qui remercient votre gouvernement et qui parlent de l'importance d'une alimentation saine en milieu scolaire.

J'en ai apporté aujourd'hui.

Deux élèves de 8e année de Kingston ont dit ceci: « Cher premier ministre, les élèves ont besoin d'aliments sains pour être en bonne santé mentale. La nourriture nous donne de l'énergie et nous permet de nous concentrer pendant nos cours. Lorsque vous nous fournissez des aliments sains, nous avons le sentiment que vous avez nos intérêts à cœur. Merci. »

Je vous remercie.

Le président: Monsieur McRoberts, vous avez la parole pour cinq minutes.

Nick McRoberts (vice-président, Défense des droits et recherche, Banques alimentaires Canada): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'appelle Nick McRoberts. Je suis vice-président de la Défense des droits et de la recherche à Banques alimentaires Canada. Nous représentons un réseau de 5 500 banques alimentaires et organismes communautaires locaux d'un océan à l'autre.

Votre étude porte à la fois sur l'inflation du prix des aliments et sur l'alimentation en milieu scolaire. D'après notre expérience, les deux sont étroitement liés.

Je tiens d'abord à souligner les progrès réalisés. Le gouvernement actuel a reconfirmé son soutien au Programme national d'alimentation scolaire. Cette permanence permet aux écoles, aux provinces, aux territoires et aux partenaires communautaires de planifier en conséquence.

Cependant, nous voyons tous les jours à quel point les familles portent encore un lourd fardeau. Le Bilan-Faim que nous avons publié récemment montre que, depuis 2019, le nombre de visites dans les banques alimentaires a plus que doublé pour atteindre un niveau sans précédent de 2,35 millions de visiteurs en mars 2026 seulement. Les familles monoparentales et biparentales comptent pour 35 % des visites mensuelles dans les banques alimentaires. Chaque mois, les enfants représentent le tiers de la clientèle des banques alimentaires au Canada. Lorsqu'un ménage doit réduire son budget d'épicerie pour pouvoir payer le loyer ou l'électricité, ce sont d'abord les enfants qui en ressentent les effets. Selon notre dernier sondage, une personne sur cinq au Canada affirme manger moins parce qu'elle n'a pas les moyens de se nourrir davantage. Ces gens sont obligés de faire des choix impossibles.

Ce n'est pas un problème immuable. L'instabilité des échanges commerciaux avec notre principal partenaire commercial, les perturbations de la chaîne de production causées par les changements climatiques et les fluctuations dans les coûts des intrants ont encore des répercussions sur le système et ont une incidence directe sur les factures d'épicerie. L'inflation du prix des aliments n'est pas sans lien avec la question de la conception du programme.

Je demanderais au Comité d'examiner de près l'écart entre le financement offert pour les repas et les besoins en infrastructures qui rendent la distribution de repas possible. L'année dernière, l'organisme Banques alimentaires Canada a assuré la gestion du Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire offert par Agriculture et Agroalimentaire Canada, qui donne une idée précise de cet écart. Grâce à un financement de 1,6 million de dollars versés dans le cadre de 24 subventions accordées notamment pour des fourgons frigorifiques, des congélateurs, des refroidisseurs à courant d'air et des entrepôts, le nombre d'écoles desservies par des organisateurs communautaires est passé de 190 à 241, près de 8 000 élèves supplémentaires ont bénéficié du programme et un quart de million de livres de nourriture supplémentaires ont été distribuées chaque mois. Le nombre d'écoles desservies par une banque alimentaire de Barrie est passé de 26 à 30 grâce à un seul véhicule frigorifique. Une cuisine communautaire de Revelstoke a pu augmenter du tiers le nombre de repas servis grâce à quatre congélateurs horizontaux. Le renforcement des capacités fait la différence entre un programme d'alimentation en milieu scolaire fiable et un programme improvisé. C'est particulièrement important pour les collectivités à faible revenu, autochtones, nordiques, rurales ou éloignées.

Les programmes d'alimentation en milieu scolaire s'inscrivent dans un plus vaste ensemble de mesures, et notre programme Après la cloche en est un exemple. Lancé en 2015, le programme Après la cloche permet à des banques alimentaires locales de livrer des sacs d'aliments destinés à des enfants d'âge scolaire pendant l'été, période où les programmes de repas scolaires ne sont pas offerts. Nous avons commencé par livrer 700 sacs. En 2023, 185 000 sacs ont été distribués à des enfants dans plus de 200 collectivités de l'ensemble du pays. Ce genre de programme est nécessaire parce qu'il tient compte d'une réalité essentielle: les enfants ont encore des besoins alimentaires même lorsque les jours d'école et l'année scolaire sont terminés. Les programmes d'alimentation en milieu scolaire et les programmes communautaires d'aide alimentaire fonctionnent mieux quand ils vont de pair.

Par conséquent, nous soumettons trois recommandations au Comité.

Premièrement, il faut que le modèle de financement du programme tienne compte à la fois des infrastructures et du financement par repas afin d'assurer la fiabilité des services. À tous les égards, l'insuffisance des infrastructures demeure l'un des principaux obstacles à la distribution efficace des aliments au pays.

Deuxièmement, en ce qui concerne les résultats, il faut aller au-delà des jours d'école pour offrir des services pendant l'été, les fins de semaine et les jours fériés. Il faut veiller à ce que les enfants aient toujours accès à des repas sains et convenables.

Troisièmement, il faut tenir compte du revenu des ménages. Le gouvernement fédéral estime que les programmes d'alimentation en milieu scolaire permettent aux familles participantes avec deux enfants d'économiser environ 800 $ par année. C'est une aide concrète. Les mesures de soutien du revenu demeurent un moyen de lutter directement contre l'insécurité alimentaire. Selon les résultats du sondage que nous avons mené en octobre, le tiers des répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 50 000 $ ont dû sauter un repas au cours des trois derniers mois, par manque de moyens.

L'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté ne sont pas inévitables. Cependant, les programmes d'alimentation en milieu scolaire ne peuvent y remédier à eux seuls. Nous devons apporter des changements structurels aux mesures d'aide sociale pour améliorer la vie des Canadiens. C'est pourquoi nous devons prendre dès maintenant les mesures qui permettront de combattre la faim à plus long terme. Les banques alimentaires sont heureuses de contribuer à ces efforts, et nous sommes prêts à en dire davantage sur ce que nous avons appris.

Je serais ravi de répondre à vos questions.

Merci.

● (1220)

Le président: Merci, monsieur McRoberts.

[*Français*]

Madame Pagé, vous avez la parole pour cinq minutes.

Chantal Pagé (directrice générale, Les Cuisiniers Différents): Monsieur le président, membres du Comité, bonjour.

Merci de nous permettre de vous faire part de l'expérience des Cuisiniers Différents en lien avec le Programme national d'alimentation scolaire du Canada.

Les Cuisiniers Différents est une entreprise d'économie sociale dont la mission première est l'intégration dans un milieu de travail de jeunes adultes qui ont une déficience intellectuelle, la trisomie ou des troubles du spectre de l'autisme par l'intermédiaire de l'univers de la cuisine.

À la suite de cette première mission, la pandémie nous a amenés à élaborer une deuxième mission de sécurité alimentaire auprès des élèves issus des écoles de milieux défavorisés de la communauté. Nous avons également un volet d'économie sociale et d'économie circulaire qui nous permet de récupérer certaines denrées et de les retransformer afin de les acheminer directement aux enfants dans les écoles.

L'organisme Les Cuisiniers Différents est basé en Montérégie, dans la grande région de Longueuil. Nous offrons également des services à des écoles du Bas-Saint-Laurent depuis la dernière année, parce que cette région n'avait pas accès à un programme de traiteur scolaire à coût abordable. Au cours de la dernière année, c'est à plus de 225 enfants dans la région du Bas-Saint-Laurent qu'on a permis d'avoir accès à des repas à coût abordable.

Quotidiennement, nous offrons un service de traiteur scolaire. Nous sommes membres du réseau de La cantine pour tous, autant en ce qui concerne la cantine à domicile qu'en ce qui concerne la cantine dans les écoles. Il faut noter que le programme de La cantine pour tous est un programme à tarification sociale qui permet aux parents de payer selon leur capacité, selon leurs revenus. L'année dernière, ce programme a permis à 725 enfants et aînés de bénéficier de repas à moindre coût.

C'est certain que l'inflation a des répercussions importantes sur nos activités au quotidien. Inversement et proportionnellement, les besoins de notre clientèle augmentent en raison de l'inflation, et nos coûts augmentent également. Donc, nous devons toujours revoir nos marges de manœuvre.

Pour ce qui est de nos recommandations, si nous voulons aider le plus d'enfants possible, il faut regarder à l'intérieur de ces programmes pour voir comment nous pouvons faire pour leur offrir des services. Je vais vous donner des explications. Des enfants qui sont marcheurs ne dînent pas à l'école en raison du manque de revenus de leurs parents. Leurs parents n'ont pas assez de revenus pour pouvoir payer le service de garde, alors les enfants retournent à la maison. Ces enfants sont souvent nourris le matin par le Club des petits déjeuners, mais le midi, étant donné qu'ils ne sont pas inscrits au service de garde, ils retournent à la maison. Or, on sait pertinemment que ce qu'ils vont manger à la maison ne sera probablement pas un repas de qualité comme ceux que nous sommes capables de leur offrir au moyen du programme de la cantine dans les écoles.

Je crois qu'il serait également intéressant d'établir des stratégies qui seraient basées davantage sur l'équité en ce qui concerne le financement des organismes qui sont plus en région par rapport à ceux qui sont dans la région métropolitaine ou dans un grand centre. D'après mon expérience, le montant qu'on a pour couvrir le coût d'un repas pour un enfant dans le Bas-Saint-Laurent est le même que celui pour un enfant dans la grande région de Longueuil. Or, on sait que les coûts sont beaucoup plus élevés quand on parle notamment de denrées et de transport en région. C'est la raison pour laquelle il y a moins de traiteurs et moins de ressources en région pour pouvoir offrir des services au plus grand nombre possible d'enfants.

Je dirais même que nous recommandons peut-être d'évaluer le regroupement d'achats pour essayer de voir si ces solutions pourraient nous permettre de diminuer nos coûts et d'en redonner plus aux enfants.

● (1225)

Le président: Merci, madame Pagé.

[*Traduction*]

Nous allons commencer la première série de questions de six minutes avec Mme Falk.

Rosemarie Falk: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le remercie tous les témoins de prendre le temps de comparaître devant le Comité aujourd'hui et de nous faire profiter de leur expertise.

Comme je l'ai dit plus tôt — je ne sais pas combien d'entre vous étaient ici pendant la première heure —, je viens d'une circonscription rurale. Les gens ont de longues distances à parcourir chaque fois qu'ils doivent se procurer quoi que ce soit. Lorsque j'ai rencontré les représentants d'une banque alimentaire, ils m'ont dit que c'est pendant la période des Fêtes qu'ils sollicitent le plus de dons. Après Noël dernier, la banque alimentaire a manqué de nourriture en mars. Elle n'avait jamais vécu cette situation auparavant. Elle a tenté de trouver des solutions, mais aussi des moyens plus créatifs de recueillir des dons. Je crois que nous observons une tendance quelque peu inquiétante, car des gens qui faisaient auparavant des dons aux banques alimentaires doivent maintenant recourir à leurs services. Il y a parmi ces gens des familles qui touchent deux revenus. Tout est tellement cher que ces personnes se retrouvent dans cette situation.

J'aimerais commencer par le représentant de Banques alimentaires Canada.

Monsieur McRoberts, je vous remercie encore une fois d'être des nôtres. Nous avons entendu beaucoup de statistiques aujourd'hui au cours de la première heure. Vous en avez fourni également. Au bout du compte, ce ne sont pas que des chiffres, car au-delà de ces données, il y a de vraies personnes, des Canadiens qui ont faim et qui doivent choisir entre acheter leurs médicaments, faire le plein d'essence et manger.

Je me demande si vous pouvez nous donner quelques exemples du genre de circonstances qui obligent les gens à recourir aux banques alimentaires.

Nick McRoberts: Oui, avec plaisir.

Tout d'abord, je suis heureux que vous ayez souligné la créativité des banques alimentaires. Nous disons toujours que ceux qui ont un problème n'ont qu'à consulter un représentant d'une banque alimentaire, car il saura trouver une solution.

Vous avez raison de mentionner qu'au-delà de ces gros chiffres difficiles à comprendre, il y a des gens. Nous entendons parler de familles qui ont recours aux banques alimentaires en raison des pressions causées par une multitude de facteurs. Je ne voudrais pas donner l'impression qu'il n'y a qu'un seul problème qui pousse les gens à recourir aux banques alimentaires.

Rosemarie Falk: Non, je ne présume rien de la sorte. Je me demande simplement s'il y a une tendance. Est-ce que certains facteurs se démarquent, comme les pertes d'emplois ou le fait que tout coûte cher, y compris les loyers?

Nick McRoberts: C'est le fait que tout coûte cher. Nous constatons que les ménages faisant partie du quintile de revenu le plus faible au pays consacrent plus de 100 % de leur revenu disponible au logement, au transport et à la nourriture. C'est ce qui mène à des situations intenables où les gens doivent notamment s'endetter davantage ou recourir au crédit. Nous constatons également que 20 % de ceux qui ont recours aux banques alimentaires ont un emploi. Ce qui est cité le plus souvent comme raison pour avoir recours à une banque alimentaire, ce sont les salaires faibles ou qui ne sont pas reçus à temps.

Le recours aux banques alimentaires est essentiellement un problème de revenu. Des témoins ont déjà dit que nous ne manquons pas de nourriture au Canada, et ils ont raison; c'est plutôt la distribution de la nourriture là où on en a besoin qui pose problème. Cependant, le problème vient essentiellement de l'argent dont les gens disposent. Il est vrai que leurs dépenses et le coût de ce qu'ils achètent font partie du problème, mais il y a aussi un lien avec l'accès aux mesures de soutien comme l'assurance-emploi et l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui, même si elles sont les bienvenues, ne tiennent pas compte de certaines réalités, comme celles du Nord canadien, par exemple.

Rosemarie Falk: En effet. J'inclurais aussi le Canada rural, et pas seulement le Nord canadien.

L'organisme Banques alimentaires Canada a-t-il remarqué une forte hausse de la fréquentation des banques alimentaires dans certaines provinces ou régions?

● (1230)

Nick McRoberts: Bien sûr.

Rosemarie Falk: Certains prix dans le Nord canadien sont exorbitants. Je viens de voir une brique de fromage qui coûte 72 $. C'est tout à fait ridicule. Il faut également tenir compte du fait que les coûts de transport ont un effet important à cet égard. Même quand le produit expédié reste à l'intérieur du Canada, le trajet peut égaler la distance qu'on aurait à parcourir pour traverser plusieurs pays dans une autre région du monde.

Nick McRoberts: En général, la fréquentation des banques alimentaires a augmenté partout au pays. Dans certaines provinces, il y a eu une légère baisse. Elle s'explique davantage par le fait que des banques alimentaires ferment leurs portes plutôt que par une diminution du nombre de personnes qui ont besoin de ces services.

Rosemarie Falk: Dans quelles régions du pays voit-on une diminution?

Nick McRoberts: À Terre-Neuve, par exemple. C'est surtout dans les provinces de l'Atlantique qu'il y a une diminution.

Rosemarie Falk: Pourquoi des banques alimentaires fermeraient-elles leurs portes?

Nick McRoberts: Il peut y avoir différentes raisons. Je ne vais pas émettre d'hypothèse sur les raisons pour lesquelles certaines banques alimentaires pourraient ou non cesser de fournir des services, mais la baisse de fréquentation a à voir avec la diminution du nombre de banques alimentaires. Même si nous constatons une baisse de la fréquentation dans certaines provinces, elle ne reflète pas nécessairement la tendance à long terme qu'on y observe. Terre-Neuve en est un exemple.

Rosemarie Falk: Êtes-vous en mesure de faire part de ces raisons au Comité pour qu'il sache si la tendance est liée aux coûts de fonctionnement, à la main-d'œuvre ou au manque de personnes qui ont le temps de faire du bénévolat?

Nick McRoberts: Nous pouvons tenter le plus possible d'obtenir des statistiques précises. Cependant, selon les tendances, 80 % des banques alimentaires achètent de la nourriture, et environ 21 % d'entre elles doivent refuser des gens parce qu'elles manquent de nourriture.

Rosemarie Falk: Combien de ces visites mensuelles impliquent des enfants?

Nick McRoberts: Il y en a 775 000.

Rosemarie Falk: Comment ce nombre a-t-il évolué depuis 2019?

Nick McRoberts: Je n'ai pas ces données sous les yeux, mais, par rapport à l'année dernière, il y en a environ 65 000 de plus.

Rosemarie Falk: Pouvez-vous obtenir le chiffre de 2019 et le fournir au Comité?

Nick McRoberts: Oui.

Rosemarie Falk: Merci beaucoup.

[*Français*]

Le président: Monsieur Joseph, vous avez la parole pour six minutes.

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Merci, monsieur le président.

Pour commencer, je dirais qu'on ne devrait jamais devoir se battre pour convaincre qui que ce soit de venir en aide aux plus faibles, surtout les enfants. Moi-même, j'ai été enfant et je me rappelle que, quand j'étais petit, mes parents avaient du mal à me nourrir quand j'allais à l'école. On est au Canada actuellement. On doit éviter que nos enfants vivent ce que j'ai vécu.

Je veux remercier Mme Pagé pour son implication, sa bienveillance, son expérience et, surtout, son expertise sur le terrain.

Madame Pagé, en vous basant justement sur votre expérience sur le terrain et, surtout, sur votre apport vraiment inestimable à notre communauté, pourriez-vous nous dire quelles sont les améliorations qu'on pourrait apporter au Programme national d'alimentation scolaire du Canada afin de mieux répondre aux besoins des familles et des organismes qui offrent ce service?

Chantal Pagé: En fait, il y a différents angles morts qu'on peut regarder, mais c'est certain que chaque région va avoir ses réalités qui sont différentes. Comme je le disais tantôt, ce qui me touche beaucoup, c'est justement le fait que, faute de moyens, il y a des enfants qui n'ont pas accès au service de garde et qui retournent à la maison pour manger. Ces enfants, est-ce qu'ils vont vraiment manger? Ce qu'on nous dit dans les écoles, c'est que les enfants sont nourris par le Club des petits déjeuners le matin. Ensuite, ils repartent à la maison. Quand ils reviennent l'après-midi, on remarque que les enfants sont moins concentrés et sont plus agités. Je vous dirais qu'il y a une possibilité de les aider de certaines façons. Il faut mettre des programmes et des moyens en place pour être capable de leur fournir le repas, pour qu'ils puissent partir avec ce repas à la maison et bien s'alimenter.

Natilien Joseph: Merci, madame Pagé.

Y a-t-il des besoins particuliers sur le terrain qui devraient être pris en compte davantage dans la mise en œuvre de ces programmes?

Chantal Pagé: Vous savez, monsieur Joseph, nous sommes dans votre circonscription et nous sommes dans le Bas-Saint-Laurent, et les réalités ne sont pas les mêmes. Quand nous apportons des repas dans les écoles en région rurale, que nous devons parcourir 30 kilomètres et que nous devons fournir des services à une école qui a une capacité de 40 élèves, les coûts sont exorbitants pour notre entreprise d'économie sociale. Donc, il est difficile de leur apporter ces repas, en raison du coût des denrées que nous devons payer pour cuisiner ces repas.

Il faudrait donc que le programme soit plus équitable, et non égal, envers tous les traiteurs du Québec et du Canada. Il ne faudrait pas donner le même montant par repas en région rurale et en région métropolitaine.

● (1235)

Natilien Joseph: Merci.

Madame Pagé, avez-vous reçu des commentaires de la part des familles et des élèves au sujet de ce programme?

Chantal Pagé: Ce programme donne du répit aux familles. L'inflation a des répercussions sur le budget des parents. Comme je le mentionnais plus tôt, le programme dans les écoles qui s'appelle La cantine pour tous est un programme à tarification sociale. Les parents vont payer selon leurs moyens. Donc, il y a une possibilité pour les parents de se prévaloir d'un repas à faible coût pour leur enfant, ce qui leur donne une sécurité. Ils savent que leur enfant va bien s'alimenter, alors ils ont moins de soucis.

Natilien Joseph: Merci.

Je ne sais pas s'il me reste encore du temps, monsieur le président.

Je vais poursuivre avec vous, madame Pagé.

Est-ce que la demande pour ce type de programme a évolué au cours des dernières années?

Chantal Pagé: Oui. Comparativement à l'année dernière, la demande a augmenté de notre côté. Nous servons de nouvelles écoles chaque année. Cette année, nous servons deux nouvelles écoles dans votre circonscription, soit le grand Longueuil—Saint-Hubert. Dans le Bas-Saint-Laurent, nous sommes capables de servir quatre nouvelles écoles cette année. Les besoins sont criants.

Natilien Joseph: J'ai une dernière question, puisqu'il ne me reste pas beaucoup de temps. Quel type de soutien permettrait aux organismes comme le vôtre d'accroître leur capacité à répondre à la demande?

Chantal Pagé: Bien sûr, les réalités sont différentes pour tout le monde. Chez nous, plusieurs éléments sont importants, que ce soit la capacité de nos locaux, le coût des aliments, le coût de la main-d'œuvre ou la rétention de la main-d'œuvre. Quand nous subissons les soubresauts de l'inflation, c'est plus difficile de répondre aux besoins grandissants.

Natilien Joseph: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Joseph.

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup, madame Webb et monsieur McRoberts, d'être avec nous aujourd'hui. C'est inquiétant de voir qu'encore en 2026, autant de gens ont faim. C'est une situation sur laquelle il faut se pencher.

Ma première question s'adressera à vous, madame Pagé.

Comme on le voit, votre organisme a une mission très importante dans la Rive-Sud, à Longueuil. Ce qui est très intéressant, comme vous en avez parlé dans votre allocution d'ouverture, c'est que vous intégrez professionnellement dans votre service des gens qui vivent avec des différences. Ça leur permet de s'épanouir, on n'en doute pas.

Vous avez dit que c'était un modèle d'économie sociale. J'aimerais que vous nous expliquiez un peu plus quelles sources de revenus ce modèle permet à votre organisme d'aller chercher et de quelle façon vous le faites.

Chantal Pagé: Je suis bien fière de vous dire que notre entreprise d'économie sociale est rentable même si elle n'a aucun financement récurrent. Je vous dirais que ce sont les volets marchands que nous avons mis sur pied parallèlement à nos projets de sécurité alimentaire qui nous permettent de réaliser cet exploit. Vendre nos produits à des entreprises qui appuient la cause ou la clientèle et qui reviennent vers nous, ça nous permet d'embaucher des employés et d'avoir notre espace de travail supervisé pour cuisiner des repas à faible coût pour les enfants dans les écoles.

Nous préparons également beaucoup de collations qui sont envoyées gratuitement ou vendues à faible coût dans les écoles. Les écoles nous paient avec l'argent reçu en vertu de la mesure budgétaire 1390 relative à l'aide alimentaire.

Andréanne Larouche: C'est extrêmement intéressant.

Vous avez aussi mentionné à quelques reprises ce que j'appelle des trous dans l'offre de services. À un certain moment, j'ai fait des remplacements dans des écoles primaires pour m'occuper des enfants dans la cour d'école, pendant l'heure du dîner, mais aussi pour superviser le repas. L'école où j'étais n'avait pas, à ce moment-là, de service de cantine. J'ai pu voir la disparité dans le contenu des boîtes à lunch des enfants. Le personnel devait user de créativité pour essayer de trouver, quelque part dans l'école, un petit quelque chose à donner à manger à certains élèves, alors que d'autres élèves à côté avaient des boîtes à lunch pleines.

On se doute bien que cette disparité n'a pas seulement lieu à l'école, mais que, comme vous l'avez dit, elle a aussi un impact en dehors de l'école. Il y a des trous dans l'offre de services. Je pense notamment aux enfants dont les parents n'ont pas d'argent pour payer un service de garde pour eux, que ce soit en milieu scolaire, après l'école, ou durant l'été.

J'aimerais vous donner l'occasion de revenir sur quelques recommandations pour éliminer ces trous dans l'offre de services.

● (1240)

Chantal Pagé: Je vous dirais qu'il y a la possibilité d'offrir une option qui permettrait à ceux que nous appelons les marcheurs, c'est-à-dire les enfants qui retournent à la maison, de ramasser le repas à l'école et de l'emporter à la maison.

Les techniciennes du service de garde nous disent souvent, ces temps-ci, qu'il arrive qu'une boîte à lunch ne contienne que le repas principal et qu'il n'y ait pas de collations. Il n'y a rien d'autre. Donc, c'est pour ça que nous collaborons également avec des partenaires comme l'organisme Moisson Rive-Sud, qui nous donne des denrées que nous cuisinons. Nous revalorisons ainsi certains aliments pour préparer des petites collations et des petits sacs à lunch que nous envoyons à l'école.

Ce sont donc tous des moyens qu'il est possible de mettre sur pied.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup.

Monsieur McRoberts, je vais me tourner vers vous maintenant.

Chez moi, à Granby, la banque alimentaire est SOS Dépannage. Je pense qu'elle est même membre de votre organisme, Banques alimentaires Canada. D'ailleurs, elle a aussi élaboré un modèle d'économie sociale. À la suite du dépôt du rapport Bilan-Faim, le directeur général de SOS Dépannage a souhaité me rencontrer pour parler de ses constats. Le visage de ceux qui ont besoin d'une aide alimentaire change. Il y a une petite hausse constante du nombre d'usagers des banques alimentaires, depuis quelques années. Entre autres, la clientèle des aînés augmente toujours un peu. De plus, il y a maintenant plus de travailleurs avec des enfants. Comme je l'ai dit, c'est frustrant de voir que même des gens qui travaillent ne peuvent pas se garantir une sécurité alimentaire.

Comme on le voit, le prix des aliments a une répercussion sur les organismes que vous gérez, et même sur les banques alimentaires. On voit aussi que les revenus fixes n'arrivent même plus à suivre l'inflation alimentaire. Il y a des recommandations à ce sujet, comme celle d'augmenter les pensions des aînés, qui sont des revenus fixes qui ne sont pas indexés sur l'inflation.

Je vous invite donc à revenir sur d'autres moyens pour travailler sur les revenus.

[*Traduction*]

Nick McRoberts: J'ai eu du mal à entendre l'interprétation, mais ce que je peux dire au sujet des personnes qui ont un revenu fixe ou de l'incapacité à utiliser ce revenu pour avoir accès à des aliments abordables, c'est que nous constatons encore que, chez les personnes aux niveaux de revenu les plus bas, les dépenses dépassent largement les revenus des ménages.

Au bout du compte, il faut déterminer si les revenus fixes répondent réellement aux besoins et veiller à ce que les prestations soient indexées en fonction du seuil de pauvreté et de l'inflation. Nous devons tenir compte des pressions financières. Ces prestations de revenu sont censées répondre à un besoin, mais, à l'heure actuelle, elles ne suffisent tout simplement pas.

[*Français*]

Andréanne Larouche: Donc, il faut travailler, en amont, sur une augmentation des revenus pour aider les gens à pallier les manques et à mieux s'alimenter.

[*Traduction*]

Nick McRoberts: Oui, il faut poursuivre les efforts pour les augmenter.

[*Français*]

Le président: Merci, madame Larouche.

[*Traduction*]

Nous passons maintenant à Mme Kramp-Neuman, pour cinq minutes.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais adresser mes remarques et mes questions à M. McRoberts.

Sur la page d'accueil du site Web de Banques alimentaires Canada, on peut lire en caractères gras que les ménages sont au bord du gouffre financier. En dessous figurent certaines des statistiques alarmantes qui ont été évoquées aujourd'hui. Plus d'une personne sur quatre au Canada vit aujourd'hui dans un foyer en situation de précarité alimentaire; un foyer sur cinq qui a recours aux banques alimentaires est une famille biparentale; et près de 18 % des usagers qui ont recours aux banques alimentaires occupent un emploi, mais ne parviennent toujours pas à joindre les deux bouts.

D'après les données disponibles sur votre site Web, exactement 2 355 075 personnes ont eu recours aux banques alimentaires cette année. En un an, cela représente une augmentation de 8,7 %. Il apparaît clairement que la sécurité alimentaire, longtemps considérée comme une problématique affectant uniquement les personnes en situation de sous-emploi et de précarité de logement, constitue désormais un enjeu généralisé pour de nouveaux groupes démographiques.

À votre avis, quelles sont les causes profondes de ce phénomène? Pour rebondir sur la question posée tout à l'heure par mon collègue, s'agit-il des salaires, de la hausse des coûts du logement, du prix des denrées alimentaires ou de la distribution alimentaire, comme vous l'avez mentionné précédemment? Je vous serais reconnaissant de bien vouloir développer un peu ce point.

● (1245)

Nick McRoberts: Oui, avec plaisir.

Je tiens tout d'abord à préciser que le chiffre de 2,35 millions auquel nous faisons référence correspond au nombre mensuel d'usagers des banques alimentaires, et non au nombre annuel. Il s'agit donc du nombre de visites, et non du nombre de personnes distinctes. En réalité, je pourrais parler de notre méthodologie toute la journée.

Quant aux causes profondes, bien entendu, la raison la plus souvent citée pour le recours aux banques alimentaires est un revenu faible ou versé en retard, mais ce que nous observons en réalité, ce sont les facteurs qui expliquent cette situation, à savoir les coûts du logement, des transports et de l'alimentation. Le coût de l'alimentation a augmenté d'environ 30 % depuis l'année dernière. Les chiffres s'élèvent respectivement à 28 % et 24 % pour le logement et les transports. Par ailleurs, notons que 72 % des usagers des banques alimentaires sont locataires.

La problématique dont il est question aujourd'hui va bien au-delà de l'inflation du prix des aliments. Les gens sont contraints de consacrer une part de leurs revenus à l'achat de produits de première nécessité à un rythme qui ne leur permet tout simplement pas de mener la vie qu'ils souhaitent, ce qui les oblige à faire des choix impossibles. Cela met également les banques alimentaires sous pression, car elles n'ont pas été conçues pour répondre à la demande à laquelle elles sont actuellement confrontées. Ma préoccupation à long terme concerne leur capacité à continuer de répondre à ces besoins si cette demande venait à continuer d'augmenter.

Shelby Kramp-Neuman: Quelles que soient nos différentes perspectives, tout le monde ici s'accorde à dire que l'alimentation n'est jamais une dépense de luxe, mais bien un besoin essentiel.

Monsieur McRoberts, pourriez-vous nous parler du recours croissant aux banques alimentaires, et de ce que ce phénomène révèle sur le pouvoir d'achat et l'insécurité alimentaire dans l'ensemble du pays?

Nick McRoberts: Eh bien, je dirais que nous ressentons tous une pression financière qui ne cesse de s'amplifier, que ce soit par exemple à la station-service ou au supermarché. Cette situation ne fait que s'aggraver à mesure que l'on descend dans les quintiles de revenus. Les pressions sur les coûts dont nous entendons tous parler à l'échelle macroéconomique, émanant des grandes industries, se répercutent jusqu'aux banques alimentaires et à leurs usagers. Les coûts liés au carburant et au transport ont un impact sur la capacité des banques alimentaires à acheter et à acheminer leurs denrées. Voilà pourquoi nous continuons à plaider en faveur d'investissements plus importants au sein du réseau des banques alimentaires.

Plus généralement, la crise actuelle montre que le gouvernement aurait avantage à réévaluer ses différents programmes de soutien sociaux et de soutien au revenu, et notamment le régime de l'assurance-emploi. À mon avis, l'assurance-emploi doit être réformée pour s'adapter au marché du travail actuel, au sein duquel de plus en plus de travailleurs tendent à cumuler plusieurs emplois à temps partiel pour joindre les deux bouts.

Shelby Kramp-Neuman: Avons-nous réfléchi aux causes profondes et aux conséquences du recours croissant aux banques alimentaires?

Nick McRoberts: Nous avons déjà évoqué les différentes raisons qui poussent de plus en plus de gens à recourir aux banques alimentaires.

Par conséquent, 80 % des banques alimentaires doivent désormais acheter leurs propres denrées. Une proportion nettement plus élevée que celle indiquée dans le rapport de l'année précédente est contrainte de refuser des usagers, soit parce que leurs stocks sont insuffisants, soit parce qu'elles subissent les mêmes pressions sur les coûts que les grandes entreprises, qu'il s'agisse du carburant ou de la réfrigération.

Bref, voilà pourquoi nous plaidons en faveur d'investissements dans les infrastructures de distribution et de stockage.

Shelby Kramp-Neuman: J'ai une dernière question.

On a mentionné précédemment que les personnes qui faisaient autrefois des dons aux banques alimentaires font désormais partie de celles qui y ont recours. Cette situation soulève un problème évident: si les Canadiens ont davantage recours aux banques alimentaires, cela signifie qu'ils sont moins nombreux à pouvoir faire des dons pour répondre à cette demande croissante.

À votre avis, dans quelle mesure la situation est-elle critique pour les banques alimentaires, que ce soit pour le personnel, les bénévoles, et les donateurs eux-mêmes?

Nick McRoberts: La situation est particulièrement grave, car on parle d'une augmentation du recours aux banques alimentaires de l'ordre de 117 % depuis 2019.

Comme je l'ai dit, le problème n'est pas que les banques alimentaires manquent de denrées alimentaires; il s'agit plutôt de difficultés au niveau de la logistique et de l'approvisionnement. Je reviens sur ces investissements dans les infrastructures réalisés par le gouvernement fédéral, qui permettent d'assurer l'approvisionnement des zones rurales, isolées, côtières et autochtones du Canada.

Shelby Kramp-Neuman: Excellent, merci beaucoup.

Le président: Merci, madame Kramp-Neuman.

Madame Church, à vous la parole pour un maximum de cinq minutes, je vous prie.

Leslie Church (Toronto—St. Paul's, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens tout d'abord à remercier tous nos invités d'être présents pour cette séance très importante.

En tant que Canadienne et en tant que mère, je suis très fière de la mise en place du Programme national d'alimentation scolaire. Je ne cesse d'être étonnée de constater que ce programme n'existe que depuis quelques années, faisant du Canada le dernier des pays du G7 à en disposer. Le fait que ce programme ait été négocié avec les provinces et les territoires, et rendu permanent en si peu de temps, témoigne bien de sa pertinence.

Je vais commencer par vous, madame Webb.

Vous avez mentionné que le partenariat du gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux fonctionne particulièrement bien. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Avez-vous l'impression que les gouvernements provinciaux se sont pleinement investis dans la mise en place du programme? Avez-vous remarqué des exemples concrets d'approches innovantes et de pratiques exemplaires?

● (1250)

Carolyn Webb: C'est une question très vaste. Chaque province fonctionne différemment, mais je peux témoigner de quelques bonnes pratiques.

Sur ces cartes postales envoyées depuis Kingston, en Ontario, on constate que les investissements fédéraux, associés à des collectes de fonds supplémentaires et à des contributions des parents, ont permis aux écoles de servir des dîners un jour par semaine. Bien que cela soit encore loin de l'objectif final, il s'agit d'un énorme pas en avant. Cela montre ce qui pourrait être possible en Ontario, car la plupart des programmes proposés ici se limitent en réalité à offrir des déjeuners et des collations.

Nous constatons également une contribution importante de la part des provinces de l'Atlantique. Par exemple, la Nouvelle-Écosse verse désormais jusqu'à quatre dollars par jour et par enfant, ce qui lui permet de servir des déjeuners et des dîners chauds à l'ensemble des écoliers.

Chaque situation est différente. En Colombie-Britannique, les programmes de déjeuners et de dîners dans les écoles bénéficient désormais à 20 % des écoliers, mais les 80 % restants ont besoin de davantage de soutien.

Je souhaite également amorcer une réflexion plus générale concernant l'inflation alimentaire. À mes yeux, le Programme national d'alimentation scolaire représente une solution efficace et plutôt facile à mettre en œuvre. Ce type de programme permet de venir rapidement en aide à de nombreuses familles sur une base quotidienne, et ce, de manière universelle et non stigmatisante.

Leslie Church: Merci beaucoup.

Vous avez évoqué certaines des lettres que vous avez reçues. Je suis certaine que les membres du Comité seraient ravis d'en recevoir quelques-unes. N'hésitez pas à nous les faire parvenir, et nous pourrons ainsi les ajouter à nos dossiers.

Monsieur McRoberts, je vous remercie pour votre rapport, qui, à mon sens, nous permet chaque année d'avoir un portrait d'ensemble des différents défis auxquels nous sommes confrontés.

Je voudrais insister un peu plus sur cette question du renforcement des capacités et des infrastructures. Vous savez que le gouvernement fédéral a également présenté la Stratégie nationale de sécurité alimentaire. Nous continuons d'investir dans la construction de terminaux alimentaires au sein des pôles locaux, ainsi que dans les infrastructures propres aux différents organismes chargés de mettre en œuvre des programmes de ce type.

Selon vous, quels sont les éléments concrets que nous devrions mettre en place pour permettre à ce programme de se développer à plus grande échelle?

Nick McRoberts: Nous saluons bien entendu la mise en place de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, ainsi que les investissements que le gouvernement entend réaliser grâce au Fonds de liaison alimentaire. Les banques alimentaires joueront un rôle actif en sollicitant ces aides et en s'intégrant dans un système alimentaire plus large. Je pense que le discours sur la nécessité de disposer d'infrastructures est un thème récurrent tant à l'échelle nationale — lorsque l'on considère les terminaux et les plateformes de distribution —, qu'en ce qui concerne le rôle joué par les banques alimentaires et les écoles.

Nous avons constaté une différence notable dans le nombre de repas servis chaque mois, grâce uniquement à l'enveloppe de 1,6 million de dollars que nous avons reçus au titre du Fonds d'infrastructure pour l'alimentation scolaire. Je pense que cela s'est traduit par environ 83 000 repas supplémentaires pour un investissement de 1,6 million de dollars.

Nos recherches et notre expérience montrent que les écoles doivent disposer des moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce programme. Les directeurs d'écoles en ont manifestement la volonté et comprennent pourquoi cela doit se faire, mais il est essentiel, pour acheminer ces denrées dont je parle, d'alléger la pression sur les plans financier et logistique. Pour ce faire, nous devons mettre en place davantage d'installations de stockage frigorifique à l'échelle industrielle, renforcer nos capacités de transport, et améliorer l'interconnexion entre les pôles alimentaires locaux, tels que les banques alimentaires et les écoles elles-mêmes.

Le président: Madame Church, il vous reste cinq secondes pour poser une question très brève.

● (1255)

Leslie Church: Le logement abordable demeure un facteur majeur de la hausse des coûts. Est-ce exact?

Nick McRoberts: Oui, c'est bien le cas.

Le président: Merci, madame Church.

[*Français*]

Madame Larouche, la parole est à vous pour deux minutes trente secondes.

Andréanne Larouche: Encore une fois, merci beaucoup, madame Webb et monsieur McRoberts, d'être avec nous pour cette importante rencontre. Merci aussi à Mme Pagé, à qui j'ai eu l'occasion de poser des questions lors de mon premier tour.

Je vais revenir sur quelque chose que vous venez d'ajouter, monsieur McRoberts. Tout à l'heure, je parlais de travailler, en amont, sur les revenus. On sait que la pension de la Sécurité de la vieillesse des aînés de 65 à 74 ans n'a pas été augmentée, contrairement à celle des aînés de 75 ans ou plus. Au-delà des travailleurs, il y a aussi des aînés qui ont maintenant de la difficulté à se loger et à se nourrir. C'est de ça que je parlais, quand je parlais de prévention. Vous pourrez ajouter quelque chose, si vous le voulez. Je voulais le préciser d'entrée de jeu.

Vous venez, dans une de vos réponses, de parler de la question de l'assurance-emploi. C'est un autre dossier que je porte. Je réclame une réforme de l'assurance-emploi pour la moderniser, pour qu'elle soit plus représentative de la situation actuelle des travailleurs et de ceux qui perdent leur emploi. Je vous laisse l'occasion de vous exprimer davantage, parce que je pense qu'il y a effectivement un lien direct entre le manque de revenus des gens et la réforme de l'assurance-emploi qui est souhaitée par plusieurs. Je vous écoute donc nous proposer quelques recommandations.

[*Traduction*]

Nick McRoberts: Oui. De toute évidence, le régime d'assurance-emploi n'a pas été réformé depuis près de 40 ans. Le régime actuel continue de refléter le principe désuet selon lequel une personne occupe un emploi à temps plein, perd cet emploi, puis en trouve un autre à temps plein. Or, nous assistons à une transformation majeure du marché du travail. Les travailleurs tendent à se retrouver dans des situations de plus en plus précaires; on parle d'emplois à temps partiel et d'emplois temporaires comme livreur. Par ailleurs, les travailleurs indépendants ont de plus en plus de mal à accéder à l'assurance-emploi.

On constate que 20 % des bénéficiaires des banques alimentaires occupent un emploi, mais que seuls 20 % d'entre eux tirent leur principale source de revenus de cet emploi. La majorité des bénéficiaires perçoivent des prestations d'aide sociale provinciales, et touchent des prestations d'assurance-emploi. Enfin, les bénéficiaires des banques alimentaires sont de moins en moins nombreux à percevoir une pension.

Alors que nous nous penchons sur la question de l'emploi précaire à l'échelle nationale, notamment à la lumière des droits de douane imposée par les États-Unis, le gouvernement doit continuer de mettre en place différentes mesures de soutien. L'une de ces mesures devrait consister à lever l'obligation de respecter la période de déclaration pour l'assurance-emploi. Pourquoi ne pas rendre cette mesure permanente, si nous reconnaissons qu'elle constitue un obstacle à l'accès à l'assurance-emploi? Nous devons veiller à disposer de systèmes résilients si nous voulons que le pays dans son ensemble demeure résilient.

[*Français*]

Le président: Merci, madame Larouche.

[*Traduction*]

Nous allons à présent céder la parole à M. Genuis, puis ce sera au tour de M. Saini.

Monsieur Genuis, à vous la parole pour un maximum de quatre minutes, je vous prie.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Je tiens tout d'abord à remercier tous nos invités pour leur présence parmi nous aujourd'hui.

Je souhaite commencer par poser mes questions à M. McRoberts au sujet des banques alimentaires.

Monsieur McRoberts, je vous remercie d'être ici, et j'en profite pour saluer le travail extraordinaire de l'ensemble du personnel de Banques alimentaires Canada. J'ai d'ailleurs pu constater récemment une évolution visionnaire dans les activités menées par différentes banques alimentaires au sein de ma circonscription, ce dont je suis très fier.

Diriez-vous que le Canada traverse une véritable crise de l'abordabilité?

Nick McRoberts: Je dirais que l'augmentation des coûts dans différents postes de dépense fait en sorte que de plus en plus de personnes disposent d'un revenu disponible moindre.

Garnett Genuis: D'accord. Pour ma part, je qualifierais cette situation de crise de l'abordabilité, mais je ne vais pas insister là-dessus.

Je trouve qu'il est assez frappant de souligner les chiffres relatifs à la proportion de personnes qui travaillent, mais qui doivent néanmoins recourir aux banques alimentaires. Cela me semble être un problème relativement nouveau en termes d'ampleur.

Je vous vois acquiescer, alors diriez-vous qu'il s'agit d'un phénomène relativement nouveau?

Nick McRoberts: Oui, il s'agit d'un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Il est évident que des personnes ayant un emploi ont toujours eu recours aux banques alimentaires, mais c'est l'augmentation significative du nombre de bénéficiaires au cours des 10 dernières années qui est particulièrement préoccupante.

Garnett Genuis: Cela semble être un problème à part entière. Évidemment, pour les personnes sans emploi, la priorité est de les aider à retourner sur le marché du travail, mais pour celles qui ont un emploi et qui rencontrent malgré tout des difficultés, il me semble que cela nécessite la mise en place de mesures ciblées.

Il y a un aspect dont nous n'avons pas encore parlé: les impôts que paient les personnes à faibles revenus. Bien entendu, les différentes mesures d'aides au revenu constituent un élément important du débat, mais beaucoup de personnes à faibles revenus paient bel et bien certains types d'impôts. Par exemple, elles paient des cotisations sociales, et doivent également s'acquitter de la TVA sur les biens qu'elles achètent.

Je me demande si vous avez des recommandations à propos d'une stratégie qui, dans un premier temps, permettrait au gouvernement de ne pas causer de préjudice, c'est-à-dire de prélever moins de taxes et d'impôts, voire rien du tout, aux personnes à faibles revenus.

● (1300)

Nick McRoberts: Nos recommandations continuent de mettre l'accent sur l'augmentation du pouvoir d'achat des particuliers. Il va sans dire que les baisses d'impôts jouent un rôle important à cet égard: elles leur permettent de conserver une plus grande partie de leurs revenus. Il convient toutefois de trouver un juste équilibre entre la réduction d'impôts et la garantie de la mise en place de différentes mesures de soutien pour les particuliers.

Garnett Genuis: Pour être clair, je parle ici spécifiquement des particuliers à faibles revenus, et des impôts que ces personnes en situation de vulnérabilité doivent s'acquitter.

Je suis désolé, vous pouvez continuer.

Nick McRoberts: Bien entendu, il s'agit d'un équilibre délicat, n'est-ce pas? On ne peut pas se contenter de réduire les impôts des particuliers à faibles revenus en pensant que le problème va disparaître de lui-même. Ces personnes ont également besoin de mesures d'aide, compte tenu des situations qui les ont conduites à se retrouver dans le quintile des plus faibles revenus.

Par exemple, en ce qui concerne les coûts du logement, nous pouvons envisager de réduire les taxes d'aménagement à l'échelle provinciale et municipale. Par contre, nous devons également veiller à ce que le gouvernement fédéral continue de jouer un rôle dans la promotion de la construction de logements adaptés, et continue de mettre en place différentes mesures de soutien qui profitent au plus grand nombre possible de personnes.

Garnett Genuis: L'accessibilité au logement, la forte hausse des coûts que nous avons vues au cours des 10 dernières années… Vous décrivez un phénomène qui s'est amplifié au cours de cette période. Je me demande si vous pourriez nous parler de la politique en matière d'inflation, du fait que le coût de tout a augmenté, en particulier à l'épicerie. Par quelles mesures proposez-vous de répondre aux problèmes liés à l'inflation?

Nick McRoberts: En ce qui concerne l'inflation, nous avons des mesures telles que l'Allocation canadienne pour les travailleurs ou l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Nous devons veiller à ce qu'elles soient toutes deux indexées sur l'inflation et qu'elles permettent d'atteindre au moins le seuil de pauvreté. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Elles n'y arrivent pas.

Le président: Merci, monsieur Genuis.

C'est maintenant au tour de M. Saini, qui dispose de quatre minutes pour conclure.

Gurbux Saini (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins pour leur excellent travail.

Notre gouvernement dispose de deux grands programmes. Il y a l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui fournit environ 1 800 à 1 900 $ par famille, et le Programme national d'alimentation scolaire, qui permet également aux familles d'économiser 800 $. J'entends parfois certains de mes collègues dire qu'ils ne soutiennent pas ces programmes. Quelles seraient les conséquences de la suppression de ces deux programmes? Quel effet cela aurait-il sur notre société?

Nick McRoberts: En ce qui concerne l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, je dirais que tout programme qui permet aux particuliers de disposer de plus d'argent est utile. Nous ne préconiserions pas de supprimer ce programme, car cela aurait pour conséquence de priver les Canadiens d'un certain montant d'argent. Nous ne disposons pas encore de données sur l'impact global de ce programme sur le recours aux banques alimentaires, mais nous nous attendons à en avoir.

En ce qui concerne des programmes comme le Programme national d'alimentation scolaire, là encore, je ne crois qu'en aucun cas nous devrions envisager de priver les enfants de cette aide ni de leur retirer la possibilité de se nourrir. Tout investissement continu dans l'alimentation en milieu scolaire est, à mon sens, un impératif national.

Gurbux Saini: Madame Webb, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

Carolyn Webb: Oui, merci.

Je peux surtout parler du Programme national d'alimentation scolaire, mais oui, le fait de supprimer le financement de ce programme nous ramènerait à l'époque où l'on disait que nous étions le seul pays du G7 à ne pas avoir un programme de la sorte. Nous savons que ces programmes contribuent à combler les inégalités en matière d'alimentation pour les enfants et les jeunes. Ils présentent des avantages pour la santé, l'éducation, ainsi que pour les collectivités et le développement des économies locales. Nous ferions donc, aux yeux de nombreuses personnes, un grand pas en arrière en tant que nation si nous les supprimions.

Gurbux Saini: Dans votre témoignage, vous avez dit que le programme d'alimentation aide non seulement les enfants à lutter contre la faim, mais qu'il en fait également de meilleurs élèves. Ils sont mieux préparés à affronter la vie. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet?

Carolyn Webb: Oui, tout à fait. Il a été démontré que les programmes alimentaires en milieu scolaire favorisent les choix alimentaires sains chez les enfants. Ils soutiendraient la stratégie gouvernementale en matière d'alimentation saine, visant à intégrer davantage de fruits et de légumes dans l'alimentation. Certes, cela est, dans bien des cas, fortement lié au niveau de revenus, mais parallèlement, nous avons constaté une diminution du harcèlement. Nous avons entendu dire que les élèves restaient un peu plus à l'écart des gangs, ce qui s'explique par le fait que ces derniers attirent souvent les jeunes par le biais de la nourriture. Nous avons pris connaissance de statistiques très intéressantes selon lesquelles les enseignants remarquent que le comportement des élèves en classe s'apaise réellement lorsqu'ils leur proposent une collation. J'ai entendu dire que le fait de distribuer de la nourriture avant des examens normalisés permet aux élèves d'avoir de meilleurs résultats.

Comme je l'ai dit, les effets sur les préférences alimentaires sont très variés. De plus, les écoles peuvent intégrer l'éducation alimentaire, et ces établissements peuvent impliquer les enfants dans l'élaboration des repas servis à l'école en les faisant participer aux opérations culinaires, à la culture des aliments et en leur permettant d'acquérir certaines compétences qui leur serviront toute leur vie.

● (1305)

Gurbux Saini: Vous m'avez tous deux indiqué précédemment que nous ne manquons pas de nourriture, mais qu'il y a beaucoup de gaspillage. Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour réduire ce gaspillage, et comment pouvons-nous aider les Canadiens?

Je vais commencer par M. McRoberts, puis je me tournerai vers Mme Webb.

Nick McRoberts: Je pense que l'élément le plus important, c'est de continuer à promouvoir la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, de notre point de vue, en particulier le Fonds de liaison alimentaire, à la fois par le biais des terminaux et du modèle de plateforme. On garantira ainsi des investissements accrus dans les capacités de notre pays en matière de transformation, d'entreposage frigorifique et de transport. Nous sommes un grand pays. Notre population est dispersée. Il est donc essentiel de mettre en place les infrastructures nécessaires pour acheminer toute cette nourriture sur de longues distances et à moindre coût, afin de garantir une baisse du prix des aliments et de permettre à davantage de Canadiens d'y avoir accès.

Le président: Merci.

Veuillez répondre brièvement, madame Webb.

Carolyn Webb: Merci.

Oui, nous sommes aussi de cet avis, et la coalition demande un investissement accru dans le Fond pour l'infrastructure alimentaire scolaire et dans le fonds d'incitation à « acheter canadien ». De plus, les écoles fournissent en cela une occasion de soutenir les infrastructures locales, car elles sont présentes partout. Il serait vraiment avantageux d'investir dans le Programme national d'alimentation scolaire et dans les infrastructures, car ces deux éléments sont interreliés et qu'ils peuvent véritablement se soutenir mutuellement et, du même coup, soutenir nos producteurs locaux.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Saini.

Merci aux témoins d'avoir pris le temps d'être ici et d'avoir répondu aux questions des députés.

Chers députés, notre prochaine réunion aura lieu jeudi, et nous poursuivrons l'examen de ce sujet.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: Oui.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : https://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: https://www.ourcommons.ca